

MAITRE D'OUVRAGE
La Fémis

La Fémis - Travaux d'aménagement
6, Rue Francoeur 75018 PARIS

Notice DCE
Lot N°00 CPTC

Maître d'Ouvre AME Architecture 39 Avenue Pierre 1er de Serbie 75008 PARIS	Économiste ATELIER DE L'ECO Nautilus 1A , av des Comtes de Melgueil 34130 CARNON	

EMETTEUR	PHASE	DATE	INDICE - REFERENCE
SK	DCE	01/10/2025	Indice : 0 - Réf : 25-36

Sommaire

00.0 SPECIFICATIONS GENERALES.....	3
00.1 REGLEMENTATION	6
00.2 SECURITE INCENDIE ET ISOLATION ACOUSTIQUE.....	11
00.3 ETABLISSEMENT DE L'ETUDE D'APPEL D'OFFRE ET DU PROJET D'EXÉCUTION.....	14
00.4 FOURNITURES	18
00.5 PRESCRIPTIONS SPECIALES AUX TRAVAUX DANS LOCAUX OCCUPES	21
00.6 CONDITIONS D'EXECUTION	22
00.7 COORDINATION - DELAIS D'EXECUTION	28
00.8 RESERVATIONS - TROUS ET PERCEMENTS	29
00.9 SCELLEMENTS - BOUCHEMENTS - REBOUCHAGES - CALFEUTREMENTS - RACCORDS.....	32
00.10 NETTOYAGE DU CHANTIER.....	34
00.11 NETTOYAGE AVANT RECEPTION	35
00.12 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	36

00.0 SPECIFICATIONS GENERALES

00.0 1 Objet du présent cahier des prescriptions techniques communes

Le présent Cahier des Prescriptions Techniques Communes a pour objet l'énumération et la description des travaux tous Corps d'état, **relatifs aux travaux d'aménagement de "La Fémis", à Paris.**

Ces travaux sont réalisés pour le compte de **"La Fémis", représenté par Frédéric Fisseux.**

Le présent Cahier des Prescriptions Techniques Communes (C.P.T.C.) concerne les prescriptions techniques communes et générales relatives aux travaux de tous les corps d'état intervenant dans les travaux. Ce présent document rassemble l'ensemble des prescriptions communes à tous les lots et évite ainsi de répéter les mêmes textes à chaque C.C.T.P.

Le présent document est constitué par :

- 1 - Le présent Cahier des Prescriptions Techniques Communes (C.P.T.C.) à tous les lots et ses annexes.
- 2 - Les C.C.T.P. des différents corps d'état dont la liste des lots est donnée ci-après.

Dans le présent document sont désignés :

- Le "Maître de l'Ouvrage" : **"La Fémis", représenté par Frédéric Fisseux**
- Le "Maître de l'Oeuvre" et/ou "l'Architecte" : **AME Architecture**

00.0 2 Application du C.C.T.P.

Le Cahier des Prescriptions Techniques Communes (C.P.T.C.) fait partie intégrante du Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) propre à chacun des lots qui subdivise l'opération susvisée. L'expression "Cahier des Clauses Techniques Particulières" implique l'application sans restriction du présent C.P.T.C. et annexes sans qu'il soit nécessaire d'y faire référence et son application ne peut être dissociée du dossier de plans et des documents auxquels font référence les pièces contractuelles.

En cas de contradiction entre les prescriptions du C.P.T.C. et celles d'un C.C.T.P. relatif à l'un des lots, ce sont celles du C.C.T.P. qui prévalent.

Les spécifications des différents C.C.T.P. peuvent préciser ou compléter les prescriptions du présent document, étant bien entendu que celles-ci sont des prescriptions minimales au-dessous desquelles aucune dérogation ne sera admise, sauf stipulation explicite avec référence du texte auquel il est dérogé.

Les prescriptions techniques communes du présent document et les prescriptions techniques particulières des différents lots donnent une description aussi complète que possible des travaux à exécuter, dans le but de permettre aux entrepreneurs d'interpréter les plans, de préciser la nature des matériaux à employer et de connaître les particularités de fabrication et de mise en œuvre.

Ces prescriptions, par la nature même des travaux à réaliser ne peuvent prétendre à une description complète et parfaite des travaux et il convient de souligner que cette description des travaux n'a pas un caractère limitatif.

L'Entrepreneur doit exécuter, sans exception ni réserve, tous les travaux de sa profession et donc inclure dans son Marché forfaitaire, non seulement les travaux et fournitures décrits dans ces documents mais encore ceux qui auraient pu échapper aux détails de la description et qui sont indispensables pour le complet achèvement des ouvrages Tous Corps d'État, suivant les plans remis et les règles de l'art.

Chaque Entrepreneur suppléera par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être mal indiqués ou omis dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières et les plans.

De même, les travaux prévus aux pièces écrites et chiffrées du marché et ne figurant pas dans les plans, sont dus par l'Entrepreneur et compris dans le prix forfaitaire et ipso facto, il ne pourra prétendre à une modification de ses prix unitaires ou à l'addition de prix nouveaux, sauf modification intrinsèque, ou extrinsèque de la nature des ouvrages.

Sauf spécifications contraires définies dans les localisations des C.C.T.P., les prestations énumérées s'appliquent à tout local ou ouvrage ayant la même destination. Elles sont de ce fait incluses, sans réserve ni limite dans le prix global et forfaitaire convenu.

L'Entrepreneur doit signaler dans son offre toutes précisions complémentaires à apporter au présent document et au dossier D.C.E.

En conséquence, l'Entrepreneur ne peut jamais arguer des erreurs ou omissions aux plans et pièces écrites pour se dispenser d'exécuter tous les travaux de son corps d'état ou pour demander une indemnité.

L'Entrepreneur doit, avant de soumissionner, se rendre compte personnellement et sur place, de l'état des lieux, des difficultés d'accès, d'approvisionnements et de toutes sujétions générales et propres aux travaux pour lesquels il soumissionne. Tous les frais de quelque nature et importance qu'ils soient sont à la charge de l'Entrepreneur.

L'Entrepreneur reconnaît avoir contrôlé toutes les indications portées sur les documents Tous Corps d'État du Dossier de Consultation des Entreprises, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels près du Maître d'Oeuvre, et avoir pris tous les renseignements utiles et assuré toutes les démarches auprès des Services Publics ou de caractère public ou de services concédés tels que D.D.E, D.D.A, Services Municipaux, Service des Eaux, E.D.F/G.D.F, FRANCE TÉLÉCOM, etc...

00.0 3 Décomposition en lots

Les travaux sont décomposés en 6 lots traités en corps d'état séparés définis ci-après. Chaque entreprise devant tenir compte de l'ensemble des travaux définis pour les autres corps d'état et prévoir dans sa proposition tous les ouvrages lui incombant.

- Lot 01 - INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE
- Lot 02 - CLOISON - DOUBLAGE - FAUX-PLAFOND - MENUISERIES INTERIEURE - SERRURERIE
- Lot 03 - REVÊTEMENT DE SOLS
- Lot 04 - PEINTURE
- Lot 05 – CVC Plomberie
- Lot 06 – Electricité CFO CFA

00.0 4 Découpages en tranche - Phasages des travaux

La réalisation des travaux est prévue en une seule tranche et quatres phases de travaux.

00.0 5 Dossier de plans et documents techniques du dossier D.C.E.

Les plans et documents techniques constituant le D.C.E. relatifs au projet sont répertoriés dans le dossier de la consultation. Ainsi chaque Entrepreneur connaît l'existence de tous documents du D.C.E. et doit, s'il le juge nécessaire, demander au Maître de l'Ouvrage pendant son étude d'appel d'offre, toutes pièces complémentaires.

Les Entrepreneurs de chacun des lots doivent consulter et étudier l'ensemble du dossier Tous Corps d'état y compris les plans des lots techniques (STRUCTURE, CVC, ELECTRICITE, etc...), qui donnent de nombreux renseignements tous corps d'état.

Les ouvrages à démolir sont définis par les plans de "l'existant" et les plans "projet". Les plans des existants, fournis pour renseigner l'Entreprise sur la situation et l'implantation des ouvrages et pour l'étude des démolitions envisagées, ne sont pas contractuels quant à la détermination, des sections, des dimensions et des matériaux constituant les ouvrages existants. L'Entrepreneur se doit d'obtenir tous les renseignements pour avoir une connaissance parfaite des lieux et des matériaux existants. Ils ne peuvent en aucun cas constituer une limite de prestation sur les ouvrages à démolir par l'Entrepreneur en ce qui concerne les menus ouvrages et autres existants dans le bâtiment et qui ne figureraient pas sur les dits plans.

Certains plans de lots techniques, ayant été établis à partir de fonds de plans d'Architecte, peuvent être en contradiction avec ces derniers et sont donc parfois moins renseignés que les plans d'Architecte définitifs.

En conséquence, l'Entrepreneur d'un lot technique aura à consulter SYSTÉMATIQUEMENT les plans de l'Architecte qui priment sur les plans techniques (STRUCTURE, CVC, ELECTRICITE, etc...) et qui seuls définissent les dispositions dites architecturales : volume des locaux, implantation des divers ouvrages non prévus aux lots techniques. Les documents écrits et graphiques établis par le Maître d'œuvre ou le B.E.T., ont pour but de renseigner l'Entreprise sur la nature et la localisation des ouvrages à exécuter.

Il est important de signaler que les descriptions figurant dans les documents n'ont pas de caractère limitatif et que chaque Entrepreneur doit, comme étant compris dans son prix forfaitaire sans exception ni réserves, tous les travaux indispensables à l'exécution et à l'achèvement de l'ouvrage décrit. Chaque Entrepreneur étant réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier ne peut se prévaloir d'une omission dans les pièces écrites de son lot si celles d'un autre lot donnent les indications sur l'ouvrage ou la partie d'ouvrage concerné. En conséquence, les ouvrages ou parties d'ouvrages dus par l'Entreprise spécialiste sont dus par analogie avec les ouvrages ou parties d'ouvrages décrits.

D'une façon générale, l'Entreprise doit tous les travaux, fournitures, prestations même non désignés nécessaires à une exécution normale et parfaite de ses travaux.

En bref, toutes les Entreprises ont une parfaite connaissance de l'ensemble des prestations des autres lots. Le présent C.P.T.C. est connu de toutes les Entreprises.

Avant tout commencement d'exécution, l'Entreprise s'assure de l'exactitude des plans et coupes du dossier, de la bonne conformité des documents entre eux et fait part de ses observations au Maître d'oeuvre.

00.0 6 Options et variantes

1 - Terminologie :

a - Solution technique de base :

Prescriptions techniques définies au C.C.T.P de chacun des lots qui doivent être obligatoirement chiffrées en solution de base.

b - Option à chiffrer obligatoirement :

C'est une extension de l'objet du Marché.

L'Entrepreneur est tenu impérativement de chiffrer ces options. Elles doivent apparaître détaillées dans le cadre D.P.G.F. et le montant total sur l'Acte d'Engagement **en plus ou en moins value** par rapport à la solution de base. Le Maître d'Ouvrage décidera de retenir ou de ne pas retenir l'option avant de notifier le marché au titulaire.

2 - Présentation des options imposées :

En lot séparé, chaque option devra être traitée par le lot concerné sans incidence aucune avec les autres lots ou sous la condition que les incidences aient été prises en compte et soient clairement établies et explicitées dans l'offre. Le décompte de ces options devra être présenté à la fin du cadre D.P.G.F., ainsi que sur l'Acte d'Engagement indépendamment du décompte du projet de base. Elles seront régies par les mêmes conditions et réglementations établies par le C.C.A.P., le R.C. et les C.C.T.P. propres à chaque lot.

3 - Variantes libres :

Les Entreprises pourront, par ailleurs, (sauf avis contraire dans le C.C.T.P. et le Règlement de la consultation) prévoir et proposer des variantes techniques au projet et aux options obligatoires.

Des variantes devront être constructives et adaptées à leurs propres compétences et susceptibles d'optimiser le coût de l'ouvrage.

Les solutions proposées devront être conformes aux impératifs constructifs du projet et respecter toutes les données architecturales. Toute incidence, même mineure, devra faire l'objet de dessins l'explicitant. On distinguera :

a - Sur les matériaux et matériels :

Le dossier de consultation fait état de marques et références de produits, l'Entrepreneur pourra en variante proposer un produit ou un matériel équivalent de son choix à condition de joindre à son offre les documentations, notices techniques, échantillons nécessaires au Maître d'oeuvre pour effectuer son choix dans les meilleures conditions.

b - Sur la conception :

Des principes de conception différents de ceux préconisés peuvent être présentés à condition qu'ils soient justifiés par plans et notes de calculs.

Ces variantes ne seront recevables qu'avec la présentation d'une description sommaire d'une note de calcul si nécessaire et de l'estimation détaillée des quantités et des prix (dite cadre D.P.G.F.).

4 - Présentation des variantes libres :

En lot séparé, chaque variante libre devra être traitée par le lot concerné sans incidence aucune avec les autres lots ou sous la condition que les incidences aient été prises en compte et soient clairement établies et explicitées dans l'offre.

Le décompte de ces variantes devra être présenté à la fin du D.P.G.F., ainsi que sur l'Acte d'Engagement indépendamment du décompte du projet de base. Elles seront régies par les mêmes conditions et réglementations établies par le C.C.A.P., le R.C. et les C.C.T.P. propres à chaque lot.

00.1 REGLEMENTATION

00.1 1 Généralités

L'Entrepreneur chargé de l'exécution des travaux est tenu de respecter l'ensemble des documents législatifs et réglementaires comme énoncés au C.C.A.P. et au C.C.A.G. travaux en vigueur applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés publics (selon l'arrêté du 8 Septembre 2009), qui s'appliquent à l'ensemble de cette réalisation ainsi que les documents qui régissent techniquement les travaux de son corps d'état et de ceux qui sont directement liés aux siens.

Le C.C.T.P. rappelle les documents relatifs à certains ouvrages de manière à attirer l'attention de l'Entrepreneur sur quelques points particuliers, sans que ceux-ci soient limitatifs, l'Entrepreneur étant réputé connaître l'ensemble des textes concourant à l'établissement et à l'exécution du projet dans les règles de l'art.

En conséquence, l'Entrepreneur doit inclure dans son offre toutes prestations et sujétions conformes aux Règlements et D.T.U. en vigueur à la date de remise de son offre.

La liste des documents cités ci-après est complétée dans les spécifications techniques propres à chaque corps d'état et n'est en aucun cas limitative.

00.1 2 Règlements et décrets

En complément des pièces contractuelles du marché répertoriées au C.C.A.P., l'Entrepreneur doit se conformer aux textes et règlements prescrits par :

- Le code de l'Urbanisme et de la construction.
- Le code du travail.
- Tous les décrets, arrêtés, règlements administratifs qu'ils soient d'ordre National, Ministériel, Préfectoral, Départemental ou Communal.
- Le C.C.T.G. (Cahier des Clauses Techniques Générales) et les C.P.C. (Cahier des Prescriptions Communes) applicables aux travaux de génie civil et aux travaux communs de bâtiments et de génie civil, conformément à l'arrêté du 30 Mai 2012 (qui abroge et remplace le décret n° 93-1164 du 11 Octobre 1993), relatif à *"la composition du cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux de génie civil"*, et concernant uniquement les spécifications techniques n'ayant pas été remplacées par des normes, Eurocodes, à tous autres document équivalent Européen (au sens de l'article 3 de l'arrêté du 28 Août 2006 qui donne priorité à l'application des normes et documents équivalents élaborés au niveau européens), et aux différents décrets et arrêtés parus depuis, dont :
 - . Décret n° 96-420 du 10 mai 1996 relatif à la composition du cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux et approuvant ou modifiant divers fascicules.
 - . Décret n° 98-28 du 8 janvier 1998 relatif à la composition du cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux et approuvant ou modifiant divers fascicules.
 - . Décret n° 99-98 du 15 février 1999 relatif à la composition du cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux et approuvant ou modifiant divers fascicules.
 - . Décret n° 99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés de contrôle technique.
 - . Décret n° 2000-524 du 15 juin 2000 relatif à la composition du cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux et approuvant ou modifiant divers fascicules.
 - . Arrêté du 3 janvier 2003 approuvant le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés de travaux et approuvant ou modifiant divers fascicules.
 - . Arrêté du 17 septembre 2003 approuvant le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés de travaux et approuvant ou modifiant divers fascicules.
 - . Arrêté du 12 février 2004 approuvant le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés de travaux et approuvant ou modifiant divers fascicules.
 - . Arrêté du 25 août 2004 approuvant le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés de travaux et approuvant ou modifiant divers fascicules.
 - . Arrêté du 15 mai 2006 approuvant le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés de travaux et approuvant et abrogeant divers fascicules.
- Ensemble des normes de conception de la série EN NF 1990 à 1999, plus couramment appelées Eurocodes ainsi que leurs annexes nationales lorsqu'elles existent.
- Le C.C.A.G. travaux en vigueur applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés publics (selon l'arrêté du 8 Septembre 2009).

Outre leurs informations personnelles, les Entreprises doivent se référer au Recueil des Éléments utiles à l'établissement et à l'exécution des projets de marché en France (R.E.E.F.).

En cas de discordance entre les différents documents, celui de date la plus récente fait foi.

L'attention de l'Entrepreneur est attirée sur quelques textes de portées générales. L'ensemble de la réglementation étant applicable, l'Entrepreneur doit se reporter aux textes publiés par le R.E.E.F. et en particulier :

- Code du travail : 4ème Partie : Santé et sécurité au travail.
- Toutes autres dispositions en vigueur de sécurité et de protection de la santé.
- Règles de mitoyenneté.
- Mise en conformité aux règles d'accessibilités.

00.1 3 Prescriptions concernant les handicaps

A l'achèvement de la construction du projet, une attestation certifiant que les règles d'accessibilité sont respectées, sera établie par l'architecte et/ou

le contrôleur technique à la demande du Maître d'ouvrage et adressée aux autorités ayant délivré le permis de construire.

L'Entrepreneur doit se conformer à la réglementation en vigueur, et notamment :

- D11-201 (septembre 2009) : Équipement sanitaire - Lavabos - Conditions de montage et d'installation pour l'insertion des personnes handicapées + Amendement A1 (mars 2011) (Index de classement : D11-201).
- CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION (Partie Législative et Réglementaire) : Chapitre 1 Règles générales - Section 3 Personnes handicapées ou à mobilité réduite - Articles L111-7 à L111-8-4, R111-18 à R111-19-30.
- Règlement de sécurité incendie dans les ERP (approuvé par arrêté du 25 juin 1980 et modifié) : Livre 1 Dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Chapitre unique - Articles GN1 à GN14.
- Règlement de sécurité incendie dans les ERP (approuvé par arrêté du 25 juin 1980 et modifié) : Livre 2 Dispositions applicables aux établissements des quatre premières catégories - Titre 1 Dispositions générales - Chapitre 9 Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants - Articles AS1 à AS11.
- Règlement de sécurité incendie dans les ERP (approuvé par arrêté du 25 juin 1980 et modifié) : Livre 2 Dispositions applicables dans les établissements des quatre premières catégories - Titre 2 Dispositions particulières - Chapitre 14 Etablissements du type J : structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées - Articles J1 à J40 .
- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation.
- Arrêté du 1er août 2006 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création.
- Arrêté du 26 février 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-18-8 et R. 111-18-9 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs lorsqu'ils font l'objet de travaux et des bâtiments existants où sont créés des logements par changement de destination.
- Arrêté du 21 mars 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-8 et R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations existantes ouvertes au public.
- Arrêté du 22 mars 2007 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-21 et R. 111-19-24 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'attestation constatant que les travaux sur certains bâtiments respectent les règles d'accessibilité aux personnes handicapées.
- Arrêté du 11 septembre 2007 relatif au dossier permettant de vérifier la conformité de travaux de construction, d'aménagement ou de modification d'un établissement recevant du public avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées.
- Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme.
- Arrêté du 30 novembre 2007 modifiant l'arrêté du 1er août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création.
- Circulaire interministérielle n° 2007-53 du 30 novembre 2007 relative à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation.
- Circulaire interministérielle n° 2007-53 du 30 novembre 2007 modifiée relative à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation - Annexes.
- Arrêté du 3 décembre 2007 modifiant l'arrêté du 22 mars 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-21 et R. 111-19-24 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'attestation constatant que les travaux sur certains bâtiments respectent les règles d'accessibilité aux personnes handicapées
- Circulaire du 20 avril 2009 relative à l'accessibilité des bâtiments d'habitation collectifs existants, et des établissements recevant du public et installations ouvertes au public existants, modifiant la circulaire interministérielle DGUHC n° 2007-53 du 30 novembre 2007.
- Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation.
- Décret n° 2010-124 du 9 février 2010 portant création de l'observatoire interministériel de l'accessibilité et de la conception universelle.
- Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à l'accessibilité des personnes handicapées dans les établissements pénitentiaires lors de leur construction.
- FD X08-040-3 (mars 2010) : Symboles graphiques et pictogrammes - Dispositifs d'information et de sécurité - Partie 3 : symboles graphiques et signaux visuels relevant de l'accessibilité pour tous (Index de classement : X08-040-3).
- Accessibilité aux personnes handicapées - Guide de bonnes pratiques à l'attention des maîtres d'ouvrage pour réaliser un diagnostic d'accessibilité des établissements recevant du public existants (BP P96-100, janvier 2010).
- Accessibilité aux personnes handicapées - Référentiel de bonnes pratiques sur l'évacuation des personnes en situation de handicap dans les établissements recevant du public (BP P96-101, décembre 2011).
- Accessibilité aux personnes handicapées - Guide de bonnes pratiques sur la gouvernance de la chaîne de l'accessibilité d'un bâtiment et de ses abords (BP P96-102, juin 2011).
- Sols sportifs et la pratique du handisport (BP P90-151, juillet 2011).
- Accessibilité des établissements recevant du public - Franchissement du dénivelé constitué par une marche d'entrée (BP X35-075, novembre 2007).

- CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION (Partie Législative et Réglementaire) : Chapitre 1 Règles générales - Section 3 Personnes handicapées ou à mobilité réduite - Articles L111-7 à L111-8-4, R111-18 à R111-19-30.
- CODE DU TRAVAIL (Nouvelle Partie Réglementaire) : Titre 1er Obligations du maître d'ouvrage pour la conception des lieux de travail - Chapitre 4 Sécurité des lieux de travail - Articles R4214-1 à R4214-28 :
 - . Section 5 Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés.
- CODE DU TRAVAIL (Nouvelle Partie Réglementaire) : Titre 1er Obligations du maître d'ouvrage pour la conception des lieux de travail - Chapitre 7 Installations sanitaires, restauration - Articles R4217-1 à R4217-2 :
 - . Article R4217-2.
- CODE DU TRAVAIL (Nouvelle Partie Réglementaire) : Titre 2 Obligations de l'employeur pour l'utilisation des lieux de travail - Chapitre 5 Aménagement des postes de travail - Articles R4225-1 à R4225-8 :
 - . Article R4225-6.
 - . Article R4225-7.
 - . Article R4225-8.
- CODE DU TRAVAIL (Nouvelle Partie Législative et Réglementaire) : Titre 2 Mises en demeure et demandes de vérifications - Chapitre 1 Mises en demeure - Articles L4721-1 à L4721-8, R4721-1 à R4721-12.
- CODE DU TRAVAIL (Nouvelle Partie Réglementaire) : Titre 2 Obligations de l'employeur pour l'utilisation des lieux de travail - Chapitre 7 Risques d'incendies et d'explosions et évacuation - Articles R4227-1 à R4227-57 :
 - . Article R4227-55.
- CODE DU TRAVAIL (Nouvelle Partie Législative et Réglementaire) : Titre 1 Obligations du maître d'ouvrage pour la conception des lieux de travail - Chapitre 1 Principes généraux - Articles L4211-1 à L4211-2, R4211-1 à R4211-5.
- Arrêté du 4 novembre 1993 modifié relatif à la signalisation de sécurité et de santé au travail.
- Arrêté du 27 juin 1994 relatif aux dispositions destinées à rendre accessibles les lieux de travail aux personnes handicapées (nouvelles constructions ou aménagements) en application de l'article R235-3-18 du Code du Travail.
- Circulaire n° 95-07 du 14 avril 1995 relative aux lieux de travail.
- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (extraits).
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation.
- Arrêté du 1er août 2006 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création.
- Arrêté du 3 décembre 2007 modifiant l'arrêté du 22 mars 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-21 et R. 111-19-24 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'attestation constatant que les travaux sur certains bâtiments respectent les règles d'accessibilité aux personnes handicapées.
- Décret n° 2009-1272 du 21 octobre 2009 relatif à l'accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés.
- Décret n° 2010-124 du 9 février 2010 portant création de l'observatoire interministériel de l'accessibilité et de la conception universelle.
- Décret n° 2011-1461 du 7 novembre 2011 relatif à l'évacuation des personnes handicapées des lieux de travail en cas d'incendie.

00.1.4 Documents techniques unifiés (D.T.U.)

Sont applicables, aux matériaux et matériels employés d'une part et à l'exécution des travaux d'autre part, les prescriptions et recommandations des Cahiers des Clauses Techniques et des Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) ainsi que des amendements, mémentos, additifs et erratum qui les accompagnent.

Les diverses règles de calculs éditées par le C.S.T.B. sont également applicables.

Au vu de l'arrêté du 30 Mai 2012 (qui retire de la partie du CCTG propre aux bâtiments), que la liste des D.T.U. en vigueur (C.C.T et C.C.S., etc...) et applicable au présent projet correspond :

- Aux D.T.U. applicables aux éventuels travaux de génie civil du présent projet et aux ouvrages communs de bâtiment et de génie civil, conformément à l'arrêté du 30 Mai 2012 (qui abroge et remplace le décret n° 93-1164 du 11 Octobre 1993), et ses annexes et décrets/arrêtés modificatifs ultérieurs, relatif "à la composition du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux de génie civil" ou modifiant divers fascicules, mais concernant uniquement les spécifications techniques n'ayant pas été remplacées par des normes, Eurocodes et tous autres documents équivalents au niveau Européen, conformément à l'article 3 de l'arrêté du 28 Août 2006.
- Aux D.T.U. de la liste publiée dans le cahier du CSTB s'intitulant "DTU - Liste des textes publiés" le plus récent lors du mois précédent la date de lancement du présent appel d'offre.
- L'ensemble des normes de la série NF EN 1990 à 1999, couramment appelées Eurocodes ainsi que leurs annexes nationales lorsqu'elles existent.

00.1.5 Normes Françaises (N.F.) ou Européennes

Les matériaux et leur mise en oeuvre, dont la réalisation est prévue au marché, doivent satisfaire aux dispositions édictées par l'ensemble des Normes Françaises (N.F.) publiées par l'Association Française de Normalisation (A.F.N.O.R.), et homologuées par arrêté ministériel, ou Européennes et notamment l'ensemble des normes de la série NF EN 1990 à 1999, couramment appelées Eurocodes ainsi que leurs annexes nationales lorsqu'elles existent.

Pour tous les travaux d'électricité et le matériel électrique, il est fait application de toutes les normes établies par l'Union Technique d'Électricité (U.T.E.) en complément de celles édictées par l'A.F.N.O.R.

Ces travaux sont notamment régis par la norme NF.P.01.101 (Juillet 1964) : Dimensions des constructions - Dimensions de coordination des ouvrages et des éléments de construction.

En cas de discordance entre les différentes normes, l'entrepreneur devra respecter en priorité celles élaborées au niveau européen, dans le cas où la discordance provienne entre plusieurs normes européennes ou plusieurs normes non européenne : celle de date la plus récente fait foi.

L'attestation de conformité à la norme et aux prescriptions complémentaires de qualité est fournie par l'utilisation de la marque NF ou d'une marque équivalente. En tout état de cause, il appartient au soumissionnaire d'apporter au maître de l'ouvrage la preuve de la conformité de ses produits aux exigences spécifiées.

00.1 6 Autres publications

Nota : En cas de discordance entre les documents cités précédemment et ceux énumérés au présent article, les spécifications édictées par les Eurocodes, D.T.U. et Normes Françaises ou Européennes priment sur toutes les autres.

1 - Avis techniques :

Les avis techniques instruits et prononcés par un groupe spécialisé de la Commission ministérielle créée par l'arrêté modifié du 2 Décembre 1969 "relatif à la commission chargée de formuler des avis techniques sur des procédés, matériaux, éléments ou équipements utilisés dans la construction", compte tenu des réserves formulées par la commission technique de l'Assurance.

Ceux-ci devront avoir obtenu une révision ou être encore en vigueur à la date présumée de réception, faute de quoi les matériaux et matériels seraient refusés d'office.

Les dernières éditions de ces avis techniques seront les seules prises en considération.

2 - Organismes de certification des procédés et des matériaux de construction dont les prescriptions et/ou recommandations sont applicables au présent projet :

- Acerfeu - P : Association pour la certification en résistance au feu des éléments de construction.
- Acermi - M : Association pour la certification des matériaux isolants.
- Adal - M : Association pour le développement de l'aluminium anodisé ou laqué.
- Afcad - P : Association française des armatures du béton.
- Afnor - G : Association française de normalisation.
- Apsad - G : Assemblée plénière des sociétés d'assurances dommages.
- ATG - P : Association technique de l'industrie du gaz en France.
- CEBTP - P : Centre expérimental de recherches et d'études du bâtiment et des travaux publics.
- Cekal - M : Certification de qualité pour les vitrages isolants.
- CNPP - G : Centre National de Prévention et de Protection pour la marque APSAD et A2P.
- CSTB 11 Siège - G : Centre scientifique et technique du bâtiment.
- CTBA - M : Centre technique du bois et de l'ameublement.
- C.E.B.T.P. - Centre Expérimental Bâtiment et Travaux Publics
- C.T.I.C.M. - Centre Technique Industriel de la Construction Métallique.
- FB - M : Fédération de l'industrie du béton.
- GFTI - M : Groupement technique français de l'ignifugation.
- ITR - M : Institut technique des revêtements de sols et de murs.
- SNJF - M : Syndicat national des joints et façades.

M = Organismes certificateurs des matériaux de construction et de leur mise en oeuvre.

P = Organismes certificateurs des procédés.

G = Organismes de certification générale.

3 - Documents publiés par les organismes divers :

Les Entrepreneurs doivent également se conformer aux documents édités par les divers organismes professionnels tels que chambres syndicales, mémentos professionnels, etc... Néanmoins ces documents ne peuvent en aucun cas déroger aux règlements, normes et D.T.U. En cas de contradiction, seuls ces derniers priment.

4 - Prescriptions des fabricants :

L'Entrepreneur doit mettre en œuvre les matériaux conformément aux prescriptions des fabricants, telles que définies dans les avis techniques, documentations et notices techniques de ce dernier.

00.1 7 Règlementation thermique

L'attention de l'Entrepreneur est attirée sur le fait que le présent projet est soumis à la Réglementation Thermique Existant.

Le prix remis par l'Entrepreneur devra donc tenir compte de ces conditions, dans le respect des exigences précisées au présent Cahier des Clauses Techniques Particulières.

00.1 8 Règlementation P.G.C

L'entreprise devra prévoir l'ensemble des dispositions pour satisfaire aux recommandations du PGC joint au DCE.

00.1 9 Règlementation et les règles de l'art

Les dispositions générales définies ci-dessous, concernant la Règlementation et les règles de l'Art, doivent toutes être respectées :

- Code de la construction et de l'habitation
- Code de l'urbanisme
- Code de l'environnement
- Normes françaises et européennes en vigueur, y compris NF DTU
- Règlement des produits de construction (marquage CE)
- Règles professionnelles
- Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN), ou dans tout autre document d'application obligatoire précisant les règles d'urbanisme

00.1 10 Contexte sismique

Rappel du contexte parasismique : La commune de PARIS se situe en zone de sismicité 1,

00.2 SECURITE INCENDIE ET ISOLATION ACOUSTIQUE**00.2 1 Généralités**

L'Entrepreneur doit se conformer aux prescriptions de l'AT y compris le rapport de la Commission de Sécurité de la Préfecture de Police ainsi qu'aux avis du Bureau de Contrôle et à la Notice de Sécurité Incendie.

La sécurité de chantier est due par l'Entrepreneur.

Les matériaux mis en oeuvre doivent avoir un classement de comportement au feu selon leur emplacement et en fonction de la destination des locaux dans lesquels ils sont mis en oeuvre.

Le matériau ou matériel doit avoir fait l'objet d'un procès-verbal d'essai du C.S.T.B. de résistance et/ou de comportement au feu.

L'Entrepreneur doit impérativement :

- Respecter les spécifications de mise en oeuvre consignées dans le P.V. d'essai.
- Mettre en oeuvre les composants ou équipements du même fabricant que ceux qui ont été utilisés pour l'essai ou qui sont préconisés dans le P.V. d'essai. Il doit demander, selon nécessité, l'extension "PV de chantier".

Si l'Entrepreneur ne respecte pas ces clauses, il est tenu de remplacer les ouvrages mis en oeuvre ou de faire procéder à de nouveaux essais à ses frais exclusifs.

Les entreprises devront impérativement justifier le comportement au feu de l'ensemble des matériaux et procédés qu'elles mettent en oeuvre et transmettre l'ensemble des PV au Bureau de Contrôle.

00.2 2 Catégorie de l'établissement

L'Entrepreneur doit, en ce qui le concerne, et conformément aux règles de l'art, inclure dans son prix global et forfaitaire, toutes les prestations prescrites par les décrets suivis de tous leurs arrêtés et circulaires d'application en vigueur à la date de remise de l'offre.

De plus, les exigences de protection contre les risques d'incendie et de panique exigées par la réglementation et le Code du Travail sont applicables sans restriction.

L'Entrepreneur doit se reporter et être conforme à la(aux) Notice(s) de Sécurité Incendie jointe(s) au dossier de consultation.

L'établissement est classé ERP.

Rappel des principales normes et principaux règlements à respecter (liste non limitative) :

- CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION (Partie Législative et Réglementaire) : Chapitre 3 Protection contre les risques d'incendie et de panique dans les immeubles recevant du public - Articles L123-1 à L123-55. (Décret n° 73.1007 du 31 Octobre 1973).
- CODE DE L'URBANISME (Partie Législative et Réglementaire) : Titre 2 Dispositions communes aux diverses autorisations et aux déclarations préalables - Chapitre 1 Champ d'application - Articles L421-1 à L421-8, R420-1, R421-1 à R421-29, et plus particulièrement son article R421-5.
- CODE DU TRAVAIL.
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié et complété portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Circulaire du 3 mars 1982 relative aux instructions techniques prévues dans le règlement de sécurité des établissements recevant du public (et plus particulièrement les instructions techniques n° 246 et 247 relatives au désenfumage et aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistants au feu et de désenfumage).
- Arrêté du 4 novembre 1975 modifié relatif à la réglementation de l'utilisation de certains matériaux et produits dans les établissements recevant du public (utilisation de certains matériaux et produits).
- NF.P.92.800-1 (NF EN 13501-1) (Septembre 2007) : Classement au feu des produits et éléments de construction - Partie 1 : Classement à partir des données d'essais de réaction au feu.
- NF.P.92.800-2 (NF EN 13501-2) (Mai 2004) : Classement au feu des produits et éléments de construction - Partie 2 : Classement à partir des données d'essais de réaction au feu à l'exclusion des produits utilisés dans les systèmes de ventilation.
- NF.P.92.800-3 (NF EN 13501-3 +A1) (Mai 2012) : Classement au feu des produits et éléments de construction - Partie 3 : Classement utilisant des données d'essais de résistance au feu de produits et éléments utilisés dans des installations d'entretien : conduits et clapets résistants au feu.
- NF.P.92.800-4 (NF EN 13501-4 +A1) (Mai 2012) : Classement au feu des produits et éléments de construction - Partie 4 : Classement à partir des données d'essais de résistance au feu des composants de dispositifs de contrôle de fumée.
- NF.P.92.800-5 (NF EN 13501-5 +A1) (Mai 2012) : Classement au feu des produits et éléments de construction - Partie 5 : Classement utilisant des données d'essais au feu des toitures exposées à un feu extérieur.
- Décret n° 88-1056 du 14 Novembre 1988 modifié pris pour l'exécution des dispositions du livre 2 du Code du travail (titre 3 Hygiène, sécurité et conditions de travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.
- CODE DE L'URBANISME (Partie Législative et Réglementaire) : Titre 2 Dispositions communes aux diverses autorisations et aux déclarations préalables - Chapitre 1 Champ d'application - Articles L421-1 à L421-8, R420-1, R421-1 à R421-29, et plus particulièrement son article R421-5.
- CODE DU TRAVAIL.
- NF.P.92.800-1 (NF EN 13501-1) (Septembre 2007) : Classement au feu des produits et éléments de construction - Partie 1 : Classement à partir des données d'essais de réaction au feu.
- NF.P.92.800-2 (NF EN 13501-2) (Mai 2004) : Classement au feu des produits et éléments de construction - Partie 2 : Classement à partir des données d'essais de réaction au feu à l'exclusion des produits utilisés dans les systèmes de ventilation.
- NF.P.92.800-3 (NF EN 13501-3 +A1) (Mai 2012) : Classement au feu des produits et éléments de construction - Partie 3 : Classement utilisant des données d'essais de résistance au feu de produits et éléments utilisés dans des installations d'entretien : conduits et clapets résistants au feu.

- NF.P.92-800-4 (NF EN 13501-4 +A1) (Mai 2012) : Classement au feu des produits et éléments de construction - Partie 4 : Classement à partir des données d'essais de résistance au feu des composants de dispositifs de contrôle de fumée.
- NF.P.92-800-5 (NF EN 13501-5 +A1) (Mai 2012) : Classement au feu des produits et éléments de construction - Partie 5 : Classement utilisant des données d'essais au feu des toitures exposées à un feu extérieur.
- Décret n° 88-1056 du 14 Novembre 1988 modifié pris pour l'exécution des dispositions du livre 2 du Code du travail (titre 3 Hygiène, sécurité et conditions de travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

00.2.3 Stabilité au feu de la structure

L'Entrepreneur doit se conformer aux prescriptions de la réglementation en vigueur et à la(aux) Notice(s) de sécurité et/ou R.I.C.T. établi par le Bureau de Contrôle et joint(s) au dossier de consultation.

D'une manière générale les entreprises devront justifier impérativement le comportement au feu de l'ensemble des matériaux et procédés qu'elles mettent en œuvre et devront transmettre l'ensemble des PV au Bureau de Contrôle.

00.2.4 Commissions de sécurité

Après passage de la commission de sécurité et dans un délai de DEUX SEMAINES au maximum, l'Entrepreneur doit procéder, sans supplément de prix, à toutes les modifications qui peuvent être demandées par cette commission pour tous matériels ou matériaux figurant dans les différents C.C.T.P. et possédant à la date de l'appel d'offres, les avis techniques et P.V. d'essais au feu ou pour toutes dispositions techniques supposées parfaitement connues des différents intervenants à la même date.

Dans le cas où la commission de sécurité demanderait la mise en place des procédés, matériaux ou matériels n'étant pas en vigueur ou fabriqués à la date de l'appel d'offres, l'Entreprise remettra à la Maîtrise d'œuvre et dans les huit jours suivants la demande, la dépense éventuellement envisageable pour mise en conformité aux injonctions de la commission de sécurité.

La Maîtrise d'Ouvrage se réservant le droit après avis de la Maîtrise d'œuvre de prendre en compte les modifications provenant de ces injonctions.

00.2.5 Isolation acoustique

L'Entrepreneur doit impérativement se conformer et respecter les prescriptions de la Réglementation Acoustique en vigueur (NRA), les prescriptions de la Notice Acoustique jointe au dossier de la consultation et des documents qui s'y rattachent ainsi que les prescriptions des C.C.T.P.

Pour ce qui concerne les caractéristiques et les performances acoustiques des ouvrages et des locaux, la Notice Acoustique prime sur l'ensemble des C.C.T.P. Tous Corps d'Etat et plans. Il est rappelé aux Entreprises que les critères acoustiques et les performances des matériels et matériaux comme les sujétions imposées dans les documents acoustiques et/ou dans la réglementation en vigueur constituent des obligations de résultats et de moyens.

Les essais et contrôles des indices d'affaiblissement phonique ou indices d'isolement acoustique jugés "in situ", sont à la charge des lots intervenant dans les locaux concernés suivant les modalités prévues ci-dessous et au paragraphe "6 - Mesures acoustiques de contrôle" ci-après. Ces essais et contrôles doivent être exécutés par un technicien spécialiste agréé du Maître d'œuvre.

Les essais seront effectués conformément aux normes relatives à chaque catégorie d'émission de bruits par un laboratoire agréé par le Maître de l'Ouvrage.

Un procès-verbal est dressé chaque fois qu'il y a essai, contrôle ou analyse.

En cas de résultats non conformes, les entreprises devront intervenir pour remédier aux imperfections jusqu'à obtenir des mesures satisfaisantes.

Les frais des essais sont à la charge des entreprises. Les éventuels travaux nécessaires aux reprises des imperfections et aux essais de contrôles seront réglés par les entreprises concernées.

1 - L'isolement acoustique doit être étudié en prenant en considération les bruits de différentes origines :

- Bruits aériens produits dans les bâtiments.
- Bruits d'impact.
- Bruits de fonctionnement.
- Bruits extérieurs.
- Bruits intérieurs à prendre en compte.

2 - Isolement des bruits aériens produits dans les bâtiments :

Suivant réglementation acoustique en vigueur.

3 - Isolement des bruits d'impact :

Suivant réglementation acoustique en vigueur.

4 - Isolation des façades :

Suivant réglementation acoustique en vigueur.

5 - Isolation des bruits extérieurs :

Suivant réglementation acoustique en vigueur.

Les entreprises devront inclure dans leurs propositions toutes les prestations nécessaires au respect des prescriptions réglementaires (N.R.A).

Pendant les études d'exécution, les entreprises devront fournir les études acoustiques permettant d'apprécier l'obtention des exigences découlant des prescriptions réglementaires (N.R.A).

6 - Mesures acoustiques de contrôle :

L'entreprise doit réaliser des autocontrôles des niveaux de bruit de ses équipements avant les opérations préalables à la réception, et ce pour l'ensemble des locaux ainsi qu'à l'extérieur.

En fonction des résultats de ces autocontrôles, l'entreprise des lots intervenants dans les locaux concernés procèdent aux réglages et autres dispositions nécessaires à l'obtention des objectifs.

Lors des opérations préalables à la réception (O.P.R.), la maîtrise d'œuvre procédera à des mesures acoustiques de vérification des niveaux de bruits d'équipements.

En cas de non-respect des objectifs :

- Seul le maître d'œuvre sous les conseils du technicien spécialiste agréé, procédant aux contrôles de réception, pourra désigner les entreprises en charge des reprises nécessaires pour l'obtention des objectifs et mises en conformité,
- Les mesures réalisées après mise en conformité de l'installation sont à la charge de l'entreprise désignée.

00.3 ETABLISSEMENT DE L'ETUDE D'APPEL D'OFFRE ET DU PROJET D'EXÉCUTION

00.3 1 Connaissance des lieux

L'Entrepreneur prend possession du site ou des bâtiments dans l'état où ils se trouvent au moment de la consultation.

Tant vis-à-vis des travaux à réaliser, que vis-à-vis des tiers, l'Entrepreneur de chaque lot est réputé s'être rendu sur place pendant l'étude d'appel d'offre, connaître les lieux et avoir une parfaite connaissance des éléments suivants, dont les incidences sont prévues dans le prix forfaitaire :

- Du bâtiment et des locaux existants à rénover et à réhabiliter, dont la nature de la structure du bâtiment, les surcharges autorisées des planchers, etc...
- Des difficultés d'accès, de la position et de l'état de conservation des ouvrages maintenus.
- Des bâtiments existants sur les propriétés voisines ainsi que leurs sous-sols.
- Des hauteurs des constructions et arbres environnants, pour définir la hauteur des grues, et des divers moyens de levage, etc...
- Des difficultés éventuelles de manutention et d'approvisionnement à l'extérieur et dans le bâtiment.
- Des accès au site et au bâtiment, des largeurs et de l'état des voies de desserte.
- Des possibilités de stationnement et de giration des camions et engins (grues, bétonnières, baraques de chantier, engins de levage, etc...); signalisations spéciales et nécessaires pour la navigation aérienne (**et/ou**) ceux imposées par les Services de voirie (**et/ou**) de police (dont feux tricolores), etc...
- De la nature du sol, présence d'eau, sol meuble, existence de sous-sol, etc...
- Des itinéraires obligatoires qu'il doit emprunter, compte tenu des limites de charges et de gabarit imposées sur certaines voies publiques et voies privées.
- Des périodes d'interdiction (**et/ou**) les contraintes de circulation et d'accès, en particulier en dehors des heures et jours ouvrables. De plus l'approvisionnement et les évacuations des matériaux doivent être réalisés par des voies autorisées par les Services des voiries de la ville.
- Des interdictions de nuisance vis-à-vis des tiers, des bâtiments voisins, du personnel et des installations du Maître d'Ouvrage, des différents exploitants et occupants du site et des locataires du bâtiment, etc...
- Des nombreux réseaux enterrés, cuves et fosses enterrées, existants qui sont conservés en exploitation car ils assurent l'alimentation des autres bâtiments.

Cette liste n'est pas limitative.

En conséquence l'Entrepreneur doit prendre toutes dispositions de protection et de sécurité en découlant, conformément au Décret n° 2008-244 du 7 mars 2008 relatif au code du travail (partie réglementaire). Ses prix tiennent compte de toutes les contraintes particulières en découlant et l'Entrepreneur ne peut en aucun cas prétendre à indemnité en les évoquant.

De plus, pour l'installation de la/et ou des grue(s) :

- L'installation de la/et ou des grue(s) à tour doit être conforme à la réglementation en vigueur.
- Toutes contraintes d'installation et toutes signalisations imposées par les services de la Direction de la Navigation Aérienne.

Tous les frais relatifs à la préparation et à l'établissement de son offre ainsi qu'à la prise de possession du terrain et des bâtiments, quelle qu'en soit la nature ou l'importance sont à la charge de l'Entrepreneur. Il doit prévoir dans son prix de marché FORFAITAIRE tous travaux pour une finition complète, PARFAITE et dans les règles de l'art. Les offres non retenues ne donneront lieu à aucune indemnité pour frais d'études ou à quelques titres que ce soit.

Avant commencement des études et de fabrication, tous les relevés nécessaires doivent être réalisés sur place. Aucune cote ne doit être prise sur les plans sans un contrôle rigoureux in situ.

00.3 2 Connaissance du projet

L'Entrepreneur de chacun des lots doit, avant d'effectuer son étude d'appel d'offre puis ses études d'exécution, prendre connaissance de l'ensemble des travaux tous corps d'état et reconnaît avoir une parfaite connaissance du projet. Le dossier complet tous corps d'état, s'il n'est pas joint à chacun des lots, peut être consulté sur rendez-vous, pendant la phase d'appel d'offre, dans les bureaux du Maître d'OEuvre.

De ce fait, l'Entrepreneur ne peut arguer d'un manque d'information ou d'imprécision pour ne pas exécuter les travaux qui sont nécessaires à la finition complète des travaux conformément aux règles de l'art.

De plus, dans le cas où les prescriptions des C.C.T.P. ne correspondraient pas aux plans et vice versa (notamment en ce qui concerne les dimensions), l'Entrepreneur est tenu de prévoir la solution la plus onéreuse pour le Maître d'Ouvrage. Le choix sera fait alors par le Maître d'oeuvre.

L'Entrepreneur est tenu de constater sur place l'état des constructions actuelles et prévoir toutes les sujétions en conséquence pour l'exécution et une parfaite finition de ses travaux et des travaux T.C.E.

Ainsi, il ne peut demander un supplément en s'appuyant sur le fait que les prescriptions mentionnées sur les plans d'une part et sur les C.C.T.P. d'autre part, peuvent présenter des inexactitudes, des manques et des contradictions.

L'Entrepreneur doit demander toutes explications et doit signaler par écrit dans le courant du délai d'appel d'offres (au minimum 20 jours calendaires avant la date de remise des offres), toute omission, tout manque de concordance ou toute autre erreur qui aurait pu se glisser dans l'établissement de ces documents, faute de quoi, il est réputé s'être engagé à fournir toutes prestations de sa spécialité nécessaires au parfait achèvement des ouvrages même si ceux-ci ne sont pas explicitement décrits ou dessinés. Une note indiquant les solutions envisageables doit accompagner la demande de renseignements.

00.3 3 Travaux concomitants sur terrains contigus

Si les travaux étant réalisés à proximité d'autres bâtiments en cours de construction, l'Entrepreneur doit prendre, lors de l'établissement de son étude d'appel d'offres, toutes dispositions pour n'occasionner aucun arrêt de chantier ni aucune gêne aux chantiers voisins.

L'Entrepreneur doit prévoir dans son prix forfaitaire toutes les dépenses nécessaires à la bonne marche des chantiers. Aucun frais complémentaire ne sera accordé même pour toutes demandes émanant du Bureau de Contrôle, de l'Inspection du travail et du Coordonnateur SPS.

Conformément au décret n° 2008-244 du 7 mars 2008 relatif au code du travail (partie réglementaire), l'Entrepreneur doit toutes les sécurités des personnes.

00.3 4 Confidentialité

Tous les documents et plans doivent être considérés par les Entreprises comme des documents confidentiels.

Les plans d'exécution des Ouvrages et les Spécifications Techniques détaillés resteront la propriété du Maître d'Ouvrage.

L'Entreprise ne doit pas :

- Utiliser ces documents à d'autres fins que le présent chantier.
- Divulguer ces documents à des tiers.
- Utiliser ces documents à des fins commerciales sans une autorisation écrite de l'utilisateur.
- Divulguer des informations générales sur l'utilisateur.
- Divulguer des informations techniques concernant les équipements, les processus et les techniques de production.

00.3 5 Décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) - Etablissement et règlement des avant-métrés quantitatifs

1 - Décomposition du prix global et forfaitaire :

Pour chaque lot, une décomposition justificative du prix global et forfaitaire souscrit, sous la forme d'un bordereau quantitatif estimatif (D.P.G.F.), doit être joint obligatoirement par l'Entrepreneur à sa soumission à son acte d'engagement.

La présentation du bordereau quantitatif estimatif D.P.G.F. par lot, chapitre par chapitre doit être conforme au modèle joint au dossier et chaque ligne doit être remplie avec quantité, prix unitaire et somme.

Les offres qui ne comporteront pas ce bordereau D.P.G.F. parfaitement rempli seront éliminées d'office.

Cette décomposition justificative :

- Est ferme et non susceptible de rectification du prix global et forfaitaire correspondant si des erreurs sont relevées sur les quantités ou sur les prix de ladite décomposition, avant (phase d'analyse des offres) ou en cours d'exécution.
- Donne le détail du coût des prestations prévu antérieurement au démarrage des travaux.
- Elle sert de bordereau de prix unitaires et permettra de justifier de l'avancement des travaux :
 - . D'une part, pour l'établissement et la vérification des situations mensuelles des travaux.
 - . D'autre part, pour le règlement des travaux modificatifs, par rapport au projet initial, régulièrement ordonnés, avant ou en cours d'exécution.

Le marché étant traité à un prix global et forfaitaire, l'Entreprise ne pourra arguer du fait d'erreurs sur les quantités qu'elle aura fournies (ou) qui sont fournies à titre indicatif au dossier D.C.E., pour tenter de remettre en question le caractère forfaitaire de son offre définitive.

En tout état de cause, il est bien précisé que la décomposition justificative du prix global et forfaitaire n'est pas contractuelle et qu'à ce titre, elle n'a qu'une valeur purement indicative. Seuls les prix unitaires et le forfait total sont contractuels.

Les options et/ou variantes demandées dans le C.C.T.P. sont formellement imposées. Elles doivent, obligatoirement, être annexées à la décomposition forfaitaire (cadre D.P.G.F.) et les montants repris dans l'acte d'engagement.

2 - Quantitatifs fournis au dossier D.C.E. :

Les quantités d'ouvrages indiquées au présent D.C.E. n'ont qu'une valeur indicative et non contractuelle. Il appartient aux Entrepreneurs consultés de les vérifier et le cas échéant, de les compléter ou les modifier sous leur seule responsabilité pour établir leur prix global forfaitaire.

En tout état de cause, l'Entrepreneur doit présenter son offre en respectant rigoureusement le cadre quantitatif de décomposition forfaitaire joint à chaque C.C.T.P.

Les éventuelles corrections apportées par l'Entrepreneur (erreur de métrés en plus ou en moins, omissions, etc...) sont notées en complément et à la suite de ce bordereau. L'Entrepreneur s'engage par conséquent sur les quantités ainsi rectifiées et/ou complétées et sur le montant de son offre ainsi établie. Après la remise des offres, le marché étant traité à un prix global et forfaitaire, l'Entreprise ne pourra arguer du fait d'erreurs sur les quantités pour tenter de remettre en question le caractère forfaitaire de son offre définitive. Aucun supplément de prix ne sera accordé pour des quantités erronées.

L'Entrepreneur peut, s'il le juge nécessaire, ajouter des postes à ceux prévus.

Les quantités données au dossier D.C.E. sont calculées selon les plans et sur le principe des ouvrages futurs réalisés. De même les surfaces sont les surfaces utiles des locaux. Ainsi les quantités ne comprennent pas les chutes, pertes, écarts de classe ou de fabrication, foisonnements, etc...

L'Entrepreneur doit en tenir compte dans les prix unitaires de chaque ouvrage.

Conformément au C.C.A.G. :

- Les quantités données par les Entreprises ne sont pas contractuelles.
- Les prix unitaires et le forfait total sont contractuels.

3 - Etablissement et règlement des avant métrés quantitatifs :

Au dossier d'Appel d'Offres, sont joints les avant métrés quantitatifs de tous les corps d'état

Les Entrepreneurs intéressés doivent établir obligatoirement leur proposition de prix sur la base du bordereau quantitatif émanant de ces avant métrés

et fourni avec le dossier d'Appel d'Offre.

Si un entrepreneur relevait une anomalie, celle-ci doit être signalée et présentée à part sur la remise de prix.

00.3 6 Études, plans d'exécution et notes de calculs d'exécution

Pour l'ensemble des ouvrages prévus réalisés par son lot, l'Entrepreneur doit établir à sa charge, d'après les plans et les détails de principe du Maître d'Oeuvre, ses études techniques, ses propres dessins et détails d'exécution, d'atelier et de chantier, calepins et épures, notes de calculs, notices explicatives, tracés, etc... (ainsi que toutes les mises à jour nécessaires), joindre toutes justifications, prototypes et documentations nécessaires à la parfaite réalisation de l'ouvrage, en sachant que les plans techniques et les éventuelles notes de calculs du dossier D.C.E. ne sont donnés qu'à titre indicatif. Toutefois le principe constructif indiqué par ces plans doit être respecté dont principalement les surfaces utiles, hauteurs libres et volumes utiles.

Dans le cas de l'établissement des études par un bureau d'études extérieur à l'entreprise, ce bureau d'études doit recevoir l'agrément préalable du Maître d'oeuvre.

L'Entrepreneur ne doit passer aucune commande et ne doit commencer aucune fabrication ni aucune partie de ses travaux sans avoir soumis au préalable ses études, plans et notes de calculs de chantier et d'atelier avec ses pièces justificatives à l'appui, à l'approbation du Maître d'Oeuvre et à l'acceptation du Bureau de Contrôle, lorsque ce dernier est concerné. Les plans, notes de calculs et tous documents doivent être remis, au Maître d'Oeuvre et au Bureau de Contrôle, un mois au minimum avant le début des commandes, des fabrications ou des travaux.

Tous les documents graphiques et notes de calculs remis à l'Entrepreneur pour la réalisation des ouvrages doivent être considérés comme des propositions qu'il doit examiner avant tout commencement d'exécution des travaux et peuvent être modifiés par le Maître d'oeuvre autant de fois que cela est nécessaire. L'Entrepreneur doit ainsi toutes les mises à jour nécessaires de ses propres documents prévus au 1er paragraphe du présent article.

Le calendrier d'étude doit tenir compte du planning enveloppe T.C.E. de travaux du D.C.E., et les interfaces entre les différents lots.

Les cotes mentionnées sur les plans du Maître d'oeuvre sont des cotes minimales à respecter.

Elles doivent impérativement :

- Être vérifiées au moment de l'étude et de l'établissement des plans pour respecter la finalité des travaux ou de l'objet fabriqué, pour que la stabilité soit garantie, etc...
- Être vérifiées sur place en tenant compte de l'existant et des détails d'exécution des autres lots (les détails n'étant éventuellement pas encore réalisés au moment de cette vérification sur place).

L'Entrepreneur doit établir et faire approuver par les Services Techniques de la Ville **et/ou** de l'Administration concernée **et/ou** par les Services concédés les projets d'exécution qui, aux termes des règles en vigueur, doivent être soumis à l'examen de ces services. A cet effet l'Entrepreneur doit demander au Maître d'oeuvre de lui communiquer tous renseignements qui lui sont nécessaires, ou simplement utiles pour la préparation de ces projets. En retour, l'Entrepreneur doit l'informer de toutes communications qu'il pourrait recevoir de ces Services, en particulier celles qui ont des incidences particulières sur l'Ouvrage.

L'Entrepreneur reste dans tous les cas, pleinement responsable de ses études.

Chaque fois que cela est nécessaire, l'Entrepreneur doit prouver que les matériels, matériaux et leur mise en oeuvre sont bien conformes aux normes et aux règlements en vigueur, sinon il doit faire approuver leurs procédés d'exécution par les Services compétents, tels que C.S.T.B., C.T.B.A., Sécurité Incendie, Bureau de Contrôle, Laboratoires agréés, etc..., tout en respectant le planning contractuel tant des études que des travaux.

Le schéma du circuit d'établissement et de vérification des plans d'exécution, le nombre exact, ainsi que le planning de remise de ces documents, sont établis par l'O.P.C. en concertation avec le Maître d'oeuvre.

Les plans d'exécution seront obligatoirement établis sur matériel informatique au format DWG et/ou PDF selon la charte graphique définie pendant la période de préparation par le Maître de l'ouvrage et le Maître d'oeuvre.

D'autre part, pour faciliter les échanges de données informatiques, il est fait obligation à chaque entreprise de disposer d'une adresse E-mail.

00.3 7 Documents à fournir après exécution

Nota important : Tous les plans et documents remis à cette occasion doivent indiquer un nouvel indice, avec la mention "PLAN DE RÉCOLEMENT" et la date de la réception des travaux.

Indépendamment des documents qu'il est tenu de fournir avant ou pendant l'exécution des travaux, l'Entrepreneur remet au Maître d'oeuvre en six exemplaires dont un sur calque + disque laser CD et/ou DVD au format WORD et/ou EXCEL sur P.C. pour les textes, feuille de calcul, etc..., et au format A0 pour les plans :

1 - Au plus tard lorsqu'il demande la réception :

- Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions du fabricant et conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur y compris la liste des fabricants et/ou fournisseurs avec leur adresse, téléphone, télécopie et e-mail (tous documents en français).
- Les schémas d'armoires seront positionnés dans celles-ci dès leur mise en service. Cet exemplaire sera remplacé par un exemplaire "Plan de récolement" lors de la remise de cette pièce dans le mois suivant la réception.
- L'inventaire des fournitures du bâtiment par salle ou local qui sont remplaçables avec leur référence et les coordonnées d'un fournisseur et une indication de prix.
- Les procès-verbaux et/ou avis techniques de chaque matériau et matériel employés dans la construction du présent projet avec les indications

suivantes pour chacun des documents :

- . Le cachet et la signature de l'Entreprise adjudicataire du marché.
- . La liste des locaux où sont posés le matériau et/ou matériel.
- . Le type du ou des supports sur lesquels sont fixés ce matériau.

2 - Dans le mois suivant la réception :

- Les plans et autres documents mis à jour conformes à l'exécution, pliés au format normalisé A.4. pour les tirages papiers et roulés dans des tubes carton pour les calques supérieurs au format A4.
- Les plans d'exécution mis à jour selon l'exécution réelle des travaux (plan de récolement).
- Les schémas des armoires électriques, etc...
- Les notices d'entretien de chaque matériel.
- Les notices d'entretien des revêtements de sol, murs, etc...
- Les notices d'entretien des meubles et agencements.
- Une liste des équipements ou composants susceptibles d'être remplacés dans le cadre d'opérations de maintenance, avec références exactes, nom, adresse, téléphone, télécopie et e-mail des fournisseurs (2 exemplaires) y compris pour les lots avec quincailleries et les lots d'agencement, décoration et mobilier. Notice en français.
- Dossier D.I.U. (Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'ouvrage) : L'entrepreneur doit mettre à la disposition du Coordonateur Santé - Sécurité, dans le courant des études et du chantier puis dans le mois qui suit la réception, tous les éléments lui permettant de compléter le D.I.U.O. : en papier A4 et disque laser CD et/ou DVD au format EXCEL. Il est rappelé que le dossier D.O.E. est un dossier séparé et ne fait donc pas partie du D.I.U.O.
- La fourniture des disques laser CD et/ou DVD des fichiers mis à jour des plans sur format DWG selon charte graphique définie pendant la période de préparation par le Maître de l'ouvrage et le Maître d'oeuvre.

00.3 8 Organigramme des serrures

L'Entrepreneur du lot CLOISON - DOUBLAGE - FAUX-PLAFOND - MENUISERIE INTERIEURE - SERRURERIE a à sa charge, en suivant les demandes qui seront formulées par le Maître d'Ouvrage, l'établissement de l'organigramme de l'ensemble des serrures du(es) différents bâtiment(s). Avant toute commande et tout lancement de fabrication, l'Entrepreneur doit obtenir l'accord du Maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage. Le nombre de clés sera défini avec les utilisateurs.

00.4 FOURNITURES**00.4 1 Provenance et qualité des matériaux et matériels**

Les fournitures doivent répondre aux spécifications des Normes Françaises et Européennes en vigueur. La conformité aux normes NF et/ou CE par marquage approprié sera respectée.

1 - Avis techniques des matériaux et matériels :

Pour chaque matériau et matériel employés, un Avis Technique doit être en cours de validité pendant et à la réception des travaux.

L'emploi de fabrications ou de procédés non traditionnels, pour lesquels le C.S.T.B. n'a pas fourni un avis favorable, est interdit, sauf autorisation écrite du Maître d'Ouvrage. L'avis technique peut être remplacé par une enquête spécialisée ou par un Cahier des Charges accepté (avis technique ou enquête) par la Commission Technique de l'Assurance (C.T.A.). Dans tous les cas une assurance, aux frais de l'Entrepreneur, doit couvrir la garantie décennale.

Les travaux ou matériaux de technique nouvelle ne bénéficiant pas des procédures précitées sont exclus des garanties de la Police "Dommages Ouvrages" souscrite pour l'opération.

L'Entrepreneur est entièrement responsable des incidences provenant de la non observation de l'une des quelconques prescriptions ci-dessus et doit réparation Tous Corps d'État à ses frais.

2 - Matériaux "ÉQUIVALENT" :

Conformément à la réglementation en vigueur, les marques et références des produits, matériaux, appareils ou équipements ne sont pas mentionnés dans le document, à l'exception de certains cas particuliers qui sont suivis de la mention ou équivalent.

Les marques citées dans les C.C.T.P. avec la mention "ou PRODUIT ÉQUIVALENT" ont pour but de renseigner l'entrepreneur sur les formes, la finition (aspect, coloris, etc...) et la qualité désirée.

Dans tous les cas où le mot "ÉQUIVALENT" est employé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières, l'Entrepreneur doit, pendant la période d'étude et de préparation des travaux, soumettre le matériau à substituer à l'approbation du Maître d'oeuvre et du Maître d'Ouvrage qui apprécient s'il y a équivalence :

- Le matériau ou matériel proposé ne doit, ni entraîner une modification de l'Ouvrage ou de la partie d'ouvrage auquel il est incorporé, ni présenter une incompatibilité avec l'Ouvrage avec lequel il est en contact, ni entraîner une incidence financière sur son lot et sur les autres lots.
- Il doit être fourni un échantillon du matériau, les fiches techniques complètes ainsi que tous procès-verbaux officiels d'essais.

Dans le cas où le Maître d'OEuvre et/ou le Maître d'Ouvrage estiment qu'il n'y a pas équivalence entre les matériaux proposés et ceux choisis en référence, l'entrepreneur est tenu de fournir ces derniers sans supplément de prix.

L'Entrepreneur doit prévoir, dès son étude d'appel d'offre, l'approvisionnement correspondant aux délais imposés par le planning enveloppe joint au présent D.C.E.

Toutes fournitures (matériaux, éléments préfabriqués, matériels, appareils et accessoires divers) utilisés pour l'exécution des ouvrages, doivent être neufs.

Préalablement à tout projet d'exécution, l'Entrepreneur doit remettre toutes fiches techniques, justifiant des qualités et provenance des fournitures.

L'Entrepreneur est tenu de fournir des matériaux et ensembles fabriqués répondant aux règlements du C.S.T.B., du C.T.B.A. ou de l'U.T.E.

Toutes les fournitures proviennent de marques et fabricants connus, et comportent tous étiquetages attestant de leur origine, label, date de fabrication et autres. Ils sont maintenus jusqu'à réception ou constat par le Maître d'oeuvre.

Les producteurs ou fabricants des matériaux utilisés doivent disposer :

- D'un laboratoire spécialisé dans l'analyse des matières premières utilisées pour la fabrication des produits et matériaux.
- D'un laboratoire de contrôle des produits finis avant et après application ou la mise en place sur le chantier.
- D'un service assurant l'assistance technique pendant et après la réalisation des travaux.
- Des stocks et cadences de fabrication en corrélation avec le planning enveloppe des travaux joint au présent D.C.E.

Tous les matériaux ou fournitures non conformes aux prescriptions ou exigences du C.C.T.P. ou du C.P.T.C. sont refusés et enlevés du chantier. Si ceux-ci sont mis en oeuvre, les parties d'ouvrage Tous Corps d'État construites sont démolies ou déposées et reconstruites par les Entreprises des lots concernés aux frais de l'Entrepreneur défaillant.

00.4 2 Prototypes d'ouvrages - Échantillons - Références

L'Entrepreneur doit réaliser, à titre gracieux, tous les prototypes et/ou toutes les parties significatives d'ouvrages qui seront demandés par le Maître d'oeuvre pour permettre la bonne compréhension entre ce dernier et l'Entreprise tant sur les matériaux prescrits que sur leurs assemblages et leurs finitions.

L'Entrepreneur doit toutes les modifications et adaptations demandées sur les prototypes jusqu'à l'obtention des formes, aspects et finitions désirés par le Maître d'oeuvre.

L'Entrepreneur doit obligatoirement déposer au bureau de la Direction du chantier, les échantillons, modèles et spécimens de tous les matériaux, appareils ou éléments devant être utilisés pour l'exécution de leurs travaux, ainsi que tous les renseignements les concernant (procès-verbaux d'essais, avis techniques, notices d'entretien, documentation technique, documentation en couleur, etc... L'ensemble en langue française).

Ces échantillons sont présentés dans les VINGT JOURS maximum qui suivent la notification du marché et avant toute commande aux fournisseurs.

Si ces modèles n'étaient pas satisfaisants, le Maître d'oeuvre et/ou le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'en demander le remplacement. Si ce délai n'est pas respecté, les pénalités prévues au C.C.A.P. seraient impérativement appliquées.

Les échantillons fournis deviennent la propriété du Maître d'Ouvrage qui peut les éprouver, et éventuellement les détériorer, sans que les Entrepreneurs ou leurs sous-traitants soient indemnisés de ce fait.

Les échantillons, modèles et spécimens sont d'un volume suffisant pour permettre tout examen et essai avant commande, fabrication et mise en oeuvre, et doivent être compris dans les prix unitaires.

L'exécution de plusieurs échantillons témoins in situ de quelques mètres carrés ou mètres linéaires chacun sont exigés dans les mêmes conditions pour le choix des teintes de revêtements.

Pour les matériaux, fournitures, appareillages, etc..., qui n'auraient pas de référence dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières, plusieurs échantillons doivent être présentés avant toute commande, fabrication et mise en oeuvre.

Les teintes et couleurs sont dans tous les cas au choix du Maître d'oeuvre.

Avant tout lancement des séries (nombre égal ou supérieur à 3 unités), l'Entrepreneur doit présenter au Maître d'oeuvre, un exemplaire "tête de série" de chacun des ouvrages, des meubles, des agencements et des luminaires entièrement fini afin d'en juger la finition et afin d'y apporter les dernières modifications, pour assurer un ouvrage parfait.

00.4 3 Contrôle et essais

Selon C.C.A.G. travaux en vigueur applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés publics (selon l'arrêté du 8 Septembre 2009), sont imposables tous les essais prescrits par le C.C.T.P., ceux découlant des spécifications des cahiers du C.S.T.B. ou ceux prescrits par l'organisme de contrôle technique intervenant à la demande de l'assureur dans le cadre des assurances. Ils sont à la charge de l'entrepreneur et celui-ci doit assurer les transports des échantillons, maquettes ou prototypes de l'atelier au laboratoire ou du chantier au laboratoire sans pouvoir prétendre à une indemnité quelconque. Les frais de laboratoire sont également à la charge de l'Entrepreneur.

Le laboratoire et l'ingénieur apte à effectuer les essais, contrôles et analyses doivent être obligatoirement agréés par le Maître d'œuvre.

Dans le cas de procédé non traditionnel, l'Entrepreneur doit fournir toutes maquettes nécessaires à la réalisation d'essais en caisson.

Ces maquettes devant faire l'objet d'essais sont réalisées avec les composants ayant une conception, un positionnement présentant les conditions les plus défavorables pour le respect des impératifs d'étanchéité à l'air, à l'eau et au vent ainsi que le respect des impératifs d'isolation et/ou d'affaiblissement acoustique.

Tous les équipements d'ordre mécanique ou électrique, et tous autres équipements divers font l'objet d'essais avant la réception.

Cette vérification s'exerce sur leurs caractéristiques de débit, rendement, silence et sécurité et sur le fonctionnement correct des appareils.

Les caractéristiques doivent être conformes aux prescriptions imposées ou aux normes en vigueur.

Ces essais sont répétés autant de fois que cela est nécessaire et les prototypes sont modifiés ou reconstruits sans que l'entrepreneur puisse prétendre à une indemnité quelle qu'elle soit ; il subit toutes incidences financières en découlant.

Les essais doivent être entrepris dans un délai de 15 à 20 jours à compter de la notification du marché à l'Entrepreneur. Ils ne doivent en aucun cas retarder la mise en oeuvre des ouvrages. Si pour des impératifs de chantier, les travaux doivent être commencés avant le résultat des essais, l'Entrepreneur doit effectuer, à ses frais, toutes modifications ou remplacements d'ouvrages en place dont les essais auraient dévoilé des performances non conformes aux normes, Eurocodes, D.T.U., règlements et documents du marché.

Dans tous les cas, les essais et/ou contrôles et/ou analyses sont sanctionnés par un procès-verbal d'essai ne pouvant en aucun cas être considéré comme un procès-verbal de réception des travaux. Chaque procès-verbal doit être transmis en deux exemplaires au Maître d'Oeuvre et au Bureau de Contrôle.

00.4 4 Essais et vérifications techniques

La vérification technique des ouvrages est effectuée en application de la réforme de l'assurance construction suivant le document technique "ATTESTATION D'ESSAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AQC" en liaison avec le Contrôleur Technique (Bureau de Contrôle). Tous les essais et vérifications effectués par l'Entreprise sont consignés sur des procès-verbaux dont les modèles font l'objet du document "ATTESTATION D'ESSAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AQC". Ces pièces sont communiquées au Maître d'Ouvrage et au Contrôleur Technique.

Si des essais destructifs sont demandés par le Maître d'oeuvre ou le Maître d'Ouvrage ou le Bureau de Contrôle, les frais occasionnés pour leur réalisation et la remise en état sont à la charge du Maître de l'Ouvrage s'ils sont favorables à l'Entrepreneur.

Dans le cas contraire, ils sont supportés par l'Entrepreneur y compris les démolitions, réfections et modifications nécessaires à rendre conforme tout ou partie d'ouvrage Tous Corps d'État.

Visite dans les magasins, usines, ateliers ou carrières :

Le Maître d'oeuvre a le droit de se faire représenter dans les usines, magasins, ateliers ou carrières de l'Entrepreneur et de ses fournisseurs, co-traitants et sous-traitants pour procéder à la vérification et à l'essai des matières premières avant usinage, au contrôle de la fabrication et de l'expédition des fournitures destinées aux travaux du marché. Les diligences nécessaires auprès des fournisseurs pour permettre ces contrôles incombent à l'Entrepreneur.

00.4 5 Essais AQC (ex COPREC)

En vue de la qualité des matériaux, tous les essais obligatoires visés aux CCTP, et demandés par le bureau de contrôle éventuel ou l'architecte seront dus par les entrepreneurs. Tout entrepreneur doit satisfaire aux essais complémentaires que la maîtrise d'œuvre lui demanderait durant l'exécution des travaux ou même après.

D'autre part, les entrepreneurs devront effectuer les essais avant la réception des travaux et le résultat devra faire l'objet d'un procès-verbal rédigé.

Les PV COPREC sont désormais remplacés par des attestations d'essais de fonctionnement de l'Agence Qualité Construction (AQC).

L'AQC met en ligne des fiches Attestations d'essais de fonctionnement qui remplacent les anciens « PV Coprec ».

Ces attestations portent sur les équipements suivants :

- la production et distribution de l'eau chaude sanitaire ;
- les réseaux de communication VDI « Colonne de communication en fibre optique » ;
- les réseaux de communication VDI « Réseau de communication en logement » ;
- la ventilation mécanique contrôlée double flux ;
- les portes et portails résidentiels, industriels, commerciaux et de garage ;
- les portes automatiques piétonnes ;
- les protections solaires mobiles motorisées ;
- les volets motorisés, battants, coulissants et roulants ;
- les réseaux hydrauliques ;
- les réseaux aérauliques ;
- les chaudières individuelles à combustible gazeux ;
- les chaufferies collectives > 70 kW à combustible ;
- les sous-stations ;
- les chaudières bois ;
- les Pompes à chaleur Air/Eau ;
- les Pompes à chaleur Air/Air ;
- les radiateurs à eau chaude ;
- les planchers chauffants à eau chaude.

Chaque attestation est autonome et précise :

- à qui s'adressent ces attestations ;
- l'objectif et la nature des essais de fonctionnement ;
- le mode d'emploi et l'enregistrement des essais ;
- des pré-requis aux essais, leur planification et le lieu où ils doivent être réalisés ;
- des équipements sur lesquels portent ces essais ;
- les appareils de mesure nécessaires ;
- la description des essais.

00.4 6 Garanties

Selon C.C.A.G. travaux en vigueur applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés publics (selon l'arrêté du 8 Septembre 2009), les périodes de garanties du matériel et matériaux prennent effet à compter de la date de réception des ouvrages prononcée sans réserve ou à la date de levée des réserves si celles-ci concernent l'ouvrage garanti.

Dans le cas où les ouvrages livrés sont d'une qualité inférieure à celle précisée au marché, l'ensemble de la livraison est refusé y compris les quantités déjà posées.

Les entrepreneurs ont à leur charge pendant les travaux de réfection et de levée des réserves :

- Les protections efficaces des ouvrages, des locaux et de leurs accès.
- Le nettoyage en fin de ces travaux des locaux et de leurs accès.
- La fixation de leurs ouvrages, ainsi que tous les travaux non précisés, pour le parfait achèvement de la construction dans les règles de l'art.

Pendant la période de garantie, l'Entrepreneur doit assurer, l'entretien et la remise en état des malfaçons et vices cachés ou autres même si ceux-ci n'apparaissent qu'après la réception. Les interventions sur site de l'Entrepreneur doivent être réalisées en dehors des heures d'ouverture du bâtiment et en présence d'un responsable du Maître de l'Ouvrage.

00.5 PRESCRIPTIONS SPECIALES AUX TRAVAUX DANS LOCAUX OCCUPES**00.5 1 Conditions spéciales d'exécution des travaux attenants aux locaux et zones occupées**

L'attention de l'Entrepreneur est attirée sur le fait que les niveaux et locaux adjacents aux travaux faisant l'objet du présent marché sont occupés et sans cessation d'activité et qu'il y aura lieu de prendre toutes dispositions afin que l'occupation et le fonctionnement normaux du(es) bâtiment(s) ne soient pas troublés.

Pour ce faire, il faudra :

- Sortir les gravois et approvisionner les matériaux aux heures appropriés.
- Maintenir les accès de sécurité libres et protégés.
- Protéger efficacement tout passage ou issue vers les lieux occupés afin d'éviter la propagation des poussières.
- Nettoyer et protéger journellement les parties communes et les surfaces accessibles au public.
- Toutes clauses du P.G.C.
- Cette liste n'est pas limitative.

00.6 CONDITIONS D'EXECUTION**00.6 1 Conditions générales**

La mise en œuvre des matériaux et du matériel est réalisée en suivant les prescriptions des documents suivants :

- Les normes, règlements et Eurocodes en vigueur.
- Les Cahiers des Charges D.T.U. en vigueur.
- Les Cahiers des Charges Spéciales des D.T.U. en vigueur.
- Les Avis Techniques obtenus et en cours de validité.
- Les prescriptions du fabricant.

Toutes les demandes et prescriptions demandées par le Bureau de Contrôle doivent être exécutées sans supplément de prix.

Il est rappelé que la mise en œuvre des matériaux et du matériel doit être faite avec le plus grand soin tant pour assurer une réalisation parfaite des travaux et des installations, que pour éviter toute détérioration aux ouvrages réalisés par les autres Corps de Métiers et ceux existants conservés.

Il appartient à l'Entrepreneur d'attirer en temps utile l'attention du Maître d'œuvre sur les répercussions que peuvent avoir certains travaux ou installations sur la marche générale du chantier et de signaler le cas échéant les modifications qu'il conviendrait d'apporter aux dispositions arrêtées par les autres corporations.

Aucun matériel ou matériau détérioré ou défectueux ne devra être mis en œuvre, faute de quoi il serait déposé et remplacé.

L'entrepreneur aurait alors à sa charge tous les frais T.C.E. occasionnés par le remplacement de ceux-ci.

Certaines installations électriques ont fait l'objet d'une réglementation de l'"U.T.E." quant à la façon dont elles doivent être réalisées. L'Entrepreneur est obligé de respecter rigoureusement les prescriptions contenues dans cette réglementation.

Pour toute installation qui n'a pas fait l'objet de la part de l'"U.T.E." d'une réglementation spéciale, l'entrepreneur est tenu d'apporter à la mise en œuvre du matériel, les soins voulus pour que cette installation fonctionne de façon correcte et durable.

Le cas échéant, l'Entrepreneur peut être invité à justifier les dispositions qu'il a l'intention de prendre pour atteindre le but.

L'Entrepreneur ne peut en aucun cas arguer, soit de l'état hygrométrique des lieux, soit du manque ou de l'excès de chauffage, postérieur à la mise en œuvre de ses ouvrages pour justifier des désordres survenus entre l'exécution et la réception ainsi que pendant la période de garantie.

L'Entrepreneur étant censé connaître ces phénomènes inéluctables doit prendre toutes dispositions utiles conformément aux règles de l'art afin d'éviter qu'ils se produisent.

00.6 2 Conditions générales d'exécution des travaux

Toutes les conditions particulières d'exécution des travaux, telles que définies au présent C.P.T.C. et aux C.C.T.P. Tous Corps d'État, devront être scrupuleusement respectées.

L'exécution des travaux traditionnels est soumise aux dispositions des Documents Techniques Unifiés.

Les fournitures devront répondre aux spécifications des Normes Européennes et Françaises en vigueur.

L'Entrepreneur est responsable de la fourniture des matériaux et de leur mise en œuvre. Il doit attirer l'attention du Maître d'œuvre sur les inconvénients, vices ou malfaçons qui pourraient résulter d'erreurs ou omissions constatées dans les documents ou ordres reçus.

L'emploi des matériaux, procédés, éléments ou équipements nouveaux, est subordonné à l'Avis Technique du C.S.T.B.

L'Entrepreneur doit établir et soumettre à l'approbation du Maître d'œuvre toutes les études relevant de son corps d'état avant toute exécution et aux conditions fixées dans le C.C.T.P. des travaux.

L'Entrepreneur doit procéder aux essais et contrôles obligatoires demandés par le Maître d'œuvre, en conformité avec les règles de sécurité et aux conditions fixées dans le C.C.T.P. des travaux.

L'Entrepreneur doit satisfaire à toutes les demandes de documents techniques, plans, schémas, etc..., conformément aux conditions fixées dans le C.C.T.P. des travaux.

00.6 3 Sujétions spéciales pour l'exécution des travaux et transfert de responsabilité

"Permis de feu" : Chaque Entrepreneur est tenu de demander le "permis de feu" pour ses interventions locales, au Maître d'Ouvrage, ceci afin de se prémunir auprès des Assurances si besoin est et de renforcer le service de sécurité (cette démarche n'enlève pas la responsabilité de constructeur à l'entrepreneur).

00.6 4 Classements Sismique, Neige et Vent

Classements du bâtiment conformément aux règles NV65 modifiées et aux règles N84 modifiées.

00.6 5 Contrôle interne des entreprises : plan d'assurance qualité (PAQ)

Nous rappelons que la qualité est l'affaire de tous et que l'efficacité du Plan d'Assurance Qualité dépend essentiellement de l'adhésion de toutes les entreprises intervenant sur le site.

En début de chantier, l'Entrepreneur donne le nom du responsable QUALITÉ chargé d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre, de vérifier et valider les opérations de contrôles internes ainsi que de la bonne application du P.A.Q.

Le responsable QUALITÉ doit impérativement être une personne extérieure au chantier assurant un contrôle en 2 ou 4 demi-journées par semaine selon l'importance du lot et selon les périodes d'intervention (étude et chantier).

Le contrôle interne auquel sont assujetties toutes les Entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'Entrepreneur s'assure que les produits commandés et livrés sont conformes aux Normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché.

- Au niveau du stockage, l'Entrepreneur s'assure que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont complètement protégées.
- Au niveau de l'interface entre corps d'état, l'Entrepreneur vérifie, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou à exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations (Se reporter à l'article ci-après "*Tracés et implantation - Traits de niveaux*").
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'Entreprise vérifie que la réalisation est faite conformément à la réglementation en vigueur et aux règles de l'art.
- Au niveau des essais, l'Entrepreneur réalise les vérifications ou essais imposés par le D.T.U. et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

00.6 6 Tracés et implantation - Traits de niveaux

Selon C.C.A.G. travaux en vigueur applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés publics (selon l'arrêté du 8 Septembre 2009). En plus des implantations définies au C.C.A.P. et au lot PRINCIPAL (Lot INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE), l'Entrepreneur du lot INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE a à sa charge et sous sa propre responsabilité, les tracés d'implantation de tous ses ouvrages, des cloisons de distribution, d'après les plans et instructions du Maître d'Œuvre. Toutes divergences qui pourraient se révéler au cours de ces tracés doivent être signalées immédiatement au Maître d'Œuvre. En cas d'inobservation de cette clause, l'Entrepreneur de INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE en subit toutes les conséquences. L'Entrepreneur de GROS OEUVRE doit également le battage du trait de niveau sur tous les murs et cloisons avant l'intervention des autres corps d'état et à nouveau sur toutes les parois et cloisons après enduits. Ces traits de niveau sont rattachés à la côte N.G.F. dont le repérage est effectué en plusieurs points à chaque niveau. A partir des traits de niveaux battus par le lot INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE, chaque lot doit les tracés et implantations de ses propres ouvrages. Dès la réalisation des ouvrages de structure (INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE, etc...) le lot exécutant et tous les lots intéressés doivent vérifier les niveaux, planéité des surfaces, les dimensions prévues, etc... Avant toute exécution, chaque entrepreneur doit vérifier les implantations et traits de niveaux exécutés par l'entrepreneur du lot INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE et signaler toute anomalie, faute de quoi chaque Entrepreneur aurait à reprendre tout ou partie d'ouvrage non conforme aux règles de l'art ou mal implanté. De plus, l'ensemble recevant une décoration de haut niveau, les implantations, équerrages, etc..., doivent être parfaits (dont principalement pour tous les locaux avec carrelage, pierre au sol et aux murs afin de ne pas avoir de coupes) : inférieur à 5 mm sur la longueur d'un mur dans même local.

00.6 7 Implantation

Les implantations principales des ouvrages seront faites avant tout commencement d'exécution par un géomètre expert engagé par l'Entrepreneur titulaire du lot INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE et agissant sous sa responsabilité. Chaque Entrepreneur est également responsable de l'exactitude de la position, des cotes et de l'alignement de toutes les parties des ouvrages et de la fourniture de tous les instruments, matériaux et main d'œuvre nécessaires y afférents. Avant de commencer tout ouvrage sur le site, l'Entrepreneur vérifie l'exactitude, la position, les niveaux, les cotes et l'alignement de tous les ouvrages en place exécutés par d'autres Entreprises, auxquels ses ouvrages sont attenants ou dont ils dépendent. Toutes différences ou écarts constatés dans les ouvrages exécutés par d'autres Entreprises, qui peuvent affecter la bonne exécution des ouvrages, sont immédiatement signalés par écrit au Maître d'Œuvre. Si à un moment quelconque pendant l'avancement des ouvrages, une erreur est constatée ou se produit dans la position, les élévations, les cotes ou l'alignement de l'une quelconque des parties des ouvrages, l'Entrepreneur y remédie jusqu'à la satisfaction du Maître d'Œuvre. La vérification de cotes, d'alignements et d'élévations par le Maître d'Œuvre, ne dégage en aucun cas l'Entrepreneur de sa responsabilité d'en vérifier l'exactitude. Si des canalisations, câbles, ouvrages souterrains ou enterrés non repérés initialement sont découverts en cours d'exécution des travaux, l'Entrepreneur en informe immédiatement le Maître d'Œuvre et il est procédé contradictoirement à leur relevé. L'Entrepreneur doit surseoir aux travaux contigus jusqu'à décision du Maître d'Œuvre, confirmée par ordre de service sur les mesures à prendre.

00.6 8 Traçage

L'Entrepreneur du lot INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE doit, au titre de l'incorporation dans ses propres ouvrages des matériels ou matériaux fournis par d'autres corps d'état, tous les traçages nécessaires. Tous ces traçages sont effectués par référence aux gabarits que sont tenus de fournir les corps d'état intéressés. Toutefois, tous les Entrepreneurs concernés à un titre ou à un autre par ces traçages doivent s'assurer que ceux-ci conviennent bien à l'implantation des ouvrages qu'ils doivent réaliser dans le cadre de leur lot de travaux. En outre, chaque corps d'état doit l'ensemble des autres tracés qui lui sont nécessaires pour la mise en œuvre de ses matériels, matériaux et ouvrages divers, dérogation étant faite s'il y a lieu à certaines spécifications éventuelles différentes du CCS-DTU ou des normes.

00.6 9 Trait de niveau

A chaque niveau et dans tous les locaux, le trait de niveau doit être battu sur les murs, les cloisons lourdes et les enduits à un mètre au-dessus du niveau fini fixé pour chaque plancher par l'Entrepreneur du lot INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE, et uniquement par celui-ci, ceci afin d'éviter les erreurs qui peuvent résulter du tracé par un autre Entrepreneur, erreurs dont l'auteur reste responsable. Si le trait de niveau vient à être effacé, l'Entrepreneur du lot INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE doit le tracer à nouveau et à ses frais et ce, autant de fois que cela s'avère nécessaire.

Le trait de niveau est implanté par le géomètre agréé, qui vérifie à cette occasion le niveau des planchers bruts. Cette vérification fait l'objet de fiches d'autocontrôle diffusées à la Maîtrise d'Œuvre.

En cas de structures précontraintes et postcontraintes, l'Entrepreneur du lot INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE doit mettre en place et maintenir visibles les éléments de repérage suffisants pour permettre de manière simple aux corps d'état de se fixer sans risque dans ses ouvrages.

00.6 10 Vérification des cotes et des niveaux

L'Entrepreneur est tenu de relever et de vérifier soigneusement SUR PLACE, avant tout début de fabrication et d'exécution de ses travaux, toutes les cotes et niveaux portés aux plans et détails qui lui sont fournis par le Maître d'œuvre. Il doit établir les plans cotés de ces relevés et les transmettre au Maître d'œuvre dans les 15 jours calendaires après le démarrage de la période de préparation.

Aucune cote ne doit être prise à l'échelle métrique sur les plans pour l'exécution des travaux.

Important : Chaque Entrepreneur, dès la réalisation de chaque ouvrage de structure et de cloisonnement, avant toute mise en fabrication et avant toute mise en œuvre, doit s'assurer sur place de la possibilité de suivre les cotes et indications des plans et détails.

Ces vérifications doivent être faites le plus en amont possible des études de CHAQUE LOT, afin de ne pas se trouver surpris au moment de l'intervention des travaux sur place et afin de respecter et la qualité et les délais.

En cas de divergence, erreur, insuffisance ou manque de cote et/ou niveaux, l'Entrepreneur doit en référer avant toute exécution au Maître d'œuvre qui fait les mises au point ou rectifications nécessaires, avec les Entreprises concernées.

L'Entrepreneur ne peut apporter de lui-même aucune modification aux plans et devis, mais doit signaler au Maître d'œuvre tout changement ou complément qu'il jugerait utile d'y apporter.

Faute de se conformer aux prescriptions énoncées ci avant, l'Entrepreneur est seul responsable des erreurs d'exécution et des conséquences qui en résultent tant sur la qualité, le délai et le coût.

00.6 11 Protections des ouvrages

1 - Protection contre les risques de vol et de détournement :

Jusqu'à la réception des travaux, l'Entrepreneur doit protéger ses matériaux et ses ouvrages contre les risques de vol et de détournement. Aucun coût ne pourra être répercuté aux frais du Maître de l'Ouvrage ni sur le compte prorata.

2 - Protection contre les risques de détérioration :

L'Entrepreneur doit assurer la protection efficace de ses propres travaux et matériels installés ou entreposés et autres prestations fournies. Cette prescription s'applique également aux équipements techniques.

Les dégâts sur les ouvrages efficacement protégés dont la provenance est indéterminée pourront être répercutés sur le compte interentreprises. Toutes les arêtes sont efficacement protégées.

Les ouvrages comportant un revêtement définitif sont protégés par tous moyens appropriés efficaces afin d'éviter tous chocs, épaufures, rayures, etc...

Tous ouvrages détériorés (dont épaufures, rayures, etc...) seront refusés impérativement par le Maître d'œuvre tant qu'ils n'auront pas été repris et/ou changés pour obtenir une FINITION PARFAITE (ou) dans les règles de l'art.

De plus, pendant l'exécution de ses propres travaux, il doit les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradations aux matériels et ouvrages des autres Entrepreneurs. Il est responsable des conséquences pouvant résulter des infractions à ces obligations.

3 - Protection du chantier :

L'Entrepreneur doit protéger les matériaux, installations, fournitures, outillages et ouvrages contre les dégradations qu'ils pourraient subir notamment du fait des intempéries.

Il doit réparer ou remplacer à ses frais, les ouvrages qui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât, sauf son recours éventuel contre le tiers responsable, le Maître de l'Ouvrage, le Maître d'œuvre, restant, en toute hypothèse, complètement étranger à toute contestation ou répartition des dépenses de ce chef.

Si les travaux viennent à être interrompus pour quelque cause que ce soit, non imputable au Maître d'Ouvrage, l'Entrepreneur doit protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'il pourrait subir, sans frais supplémentaires pour le Maître de l'Ouvrage.

00.6 12 Responsabilité vis-à-vis des tiers

L'Entrepreneur est responsable, jusqu'à la réception des travaux, du maintien en bon état des voies, réseaux, clôtures, végétation et installations de toutes natures affectées par ses travaux.

L'Entrepreneur doit prendre toutes dispositions pour qu'aucune projection de terre (et/ou) de gravois ne vienne souiller les revêtements des chaussées et les rendre glissants. Les pneus des camions et engins de chantier doivent être décrottés et lavés avant sortie du chantier. Il doit, en outre, protéger les trottoirs, les arbres et les mobiliers urbains situés dans l'environnement de ses travaux.

De plus, l'Entrepreneur doit prévoir toutes les mesures qui s'imposent pour ne pas occasionner de dommages ni motiver de réclamation de quelle que nature que ce soit de la part des tiers (nettoyage des voiries, survol des grues, bruits, etc...). Bien entendu, s'il y avait un préjudice quelconque à leur endroit, la réparation intégrale serait à la charge de l'Entrepreneur. En aucun cas le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'œuvre ne peuvent être recherchés de ce fait.

Tout arrêt de chantier dû à l'inobservation de ces clauses ne peut en aucun cas provoquer une modification de délai et de prix forfaitaire. De plus par cet arrêt l'Entrepreneur défaillant a à sa charge tous les frais, dommages et préjudices occasionnés au Maître de l'Ouvrage.

00.6 13 Responsabilité de l'entreprise

En complément du C.C.A.G. (**Marché Public**), l'Entrepreneur sera entièrement responsable de tous les accidents corporels, de tous les éboulements qui pourront survenir, de tous les dommages que pourraient éprouver les maisons riveraines et/ou bâtiments voisins, les monuments, les ouvrages d'art, les ouvrages souterrains, publics ou privés, les canalisations de toutes sortes, les détériorations survenant au revêtement du sol, des accidents qui pourraient arriver sur la voie publique du fait des travaux s'il n'a pas dénoncé dans son mémoire à fournir à l'appui de l'Acte d'Engagement, les conséquences dommageables possibles résultant de la conduite ou des modalités découlant des stipulations du marché.

00.6 14 Accès au chantier

Il doit se faire sans troubler le fonctionnement des ouvrages existants et avoisinants après accord requis auprès du Maître de l'Ouvrage et des Services Techniques compétents.

Chaque Entrepreneur doit fournir, sous sa seule responsabilité, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS, la liste nominative complète de son personnel affecté au chantier avec la fonction de chacun et sous les ordres de quel responsable (Encadrements et Ouvriers).

Se reporter également au P.G.C.

00.6 15 Déchargement et montage des matériaux

L'Entrepreneur fait son affaire personnelle de tous les transports, approvisionnements, déchargements, manutention et montage de ses matériaux, matériel ou ouvrages fabriqués. Il en est de même pour la descente, sortie et enlèvement des gravois.

L'Entrepreneur du lot INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE n'a donc aucune obligation vis-à-vis des autres entrepreneurs. Il lui appartient de débattre les services éventuellement rendus avec les entrepreneurs des autres corps d'état, sans que le Maître d'œuvre n'ait à intervenir.

Tous matériaux, matériels ou ouvrages ayant subi des détériorations, même superficielles sont refusés.

Se reporter au calendrier prévisionnel des travaux pour la date de démontage des grues.

00.6 16 Approvisionnement et stockage des matériaux

L'Entrepreneur approvisionne son chantier afin d'assurer l'avancement normal du chantier en assurant le travail de ses équipes.

Les matériaux doivent être stockés dans les zones prévues à cet effet sans occasionner de gêne pour les autres lots.

Les matériaux doivent être stockés suivant les prescriptions des fabricants.

En fin de chantier et en fin de chaque phase de travaux et avant la livraison du bâtiment au Maître de l'Ouvrage, tous les matériaux et matériels superflus sont évacués du chantier, faute de quoi le Maître d'œuvre se réserve le droit de les faire enlever aux décharges publiques aux frais de l'Entrepreneur défaillant.

Pour tous les ouvrages à réaliser, l'Entrepreneur doit toutes prestations, jusqu'à l'installation finale à l'endroit désigné par le Maître d'œuvre : emballage, transports, déchargement, manutention, montage, déemballage, assemblage, pose, réglages, branchement électrique, etc... Aucun autre lot ne doit intervenir.

En aucun cas les matériaux ou matériels ne sont stockés dans les locaux ou circulations, sauf accords écrits du Maître d'œuvre. Ils doivent être stockés à l'abri des chocs, des salissures, des intempéries et du vol et cela sous son entière responsabilité.

Les approvisionnements par les fenêtres en façades doivent être exceptionnels. L'Entrepreneur doit en prévoir tous les frais en découlant. Ils doivent être stockés seulement dans les zones de travaux sans occasionner de gêne pour les autres lots. Aucun matériau et matériel ne doit être stocké dans les circulations et locaux utilisés par les autres Entreprises.

Aucun matériel ou matériaux ne doit être stocké sur les terrasses après intervention de l'Entrepreneur d'étanchéité, sauf convention expresse avec celui-ci ou avec le Maître d'œuvre. Dans ce cas, ou l'Entrepreneur effectuerait le stockage, sous sa seule responsabilité, il doit supporter tous les frais de réception provisoire de l'étanchéité y compris mise en eau colorée et selon nécessité, de remise en état des ouvrages détériorés du fait de son stockage.

L'Entrepreneur doit se faire assister par les fabricants pour la mise en œuvre de ses ouvrages. Ceux-ci doivent donner tous renseignements utiles au Maître d'œuvre et se présenter aux convocations de celui-ci chaque fois qu'il le juge utile.

Avant mise en œuvre, les matériaux sont obligatoirement présentés au Maître d'œuvre. L'acceptation des matériaux présentés ne peut en aucun cas être considérée comme une réception de ceux-ci.

00.6 17 Matériel de chantier - Échafaudages

L'Entrepreneur doit mettre à disposition sur le chantier, tout le matériel réglementaire qu'il juge utile à l'exécution de ses travaux.

Néanmoins, le Maître d'Œuvre se réserve le droit de demander la mise en service de matériels plus nombreux et/ou plus conséquents s'il juge que celui qui est sur le chantier est insuffisant ou ne répond pas aux normes de sécurité. L'Entrepreneur ne pourra pas demander de supplément de prix.

L'Entrepreneur fait sa propre affaire des échafaudages et engins de levage nécessaires à la réalisation de ses travaux.

00.6 18 Installation de chantier et repliement

1 - Installation de chantier :

Chaque Entrepreneur doit la construction, le montage et l'entretien de toutes ses installations nécessaires à l'exécution de ses travaux, notamment :

- Grues, échafaudages, étalements, tous moyens de levage, etc...
- Hangars et magasins nécessaires au stockage et à la bonne conservation des matériaux et de l'outillage.
- Les ateliers de préfabrication, etc...
- Tout le matériel et l'outillage nécessaires à la bonne marche du chantier.

2 - Repliement des installations en fin de chantier :

Chaque Entrepreneur doit :

- Le démontage, les démolitions et le repliement des installations de chantier.
- La remise en état des lieux après repliement y compris démolition de toutes fondations de ces installations.

Ces listes ne sont pas limitatives.

00.6 19 Hygiène et sécurité de chantier

Elles sont conformes au C.C.A.P., au C.C.A.G. (**Marché Public**) et au "Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé" (P.G.C.S.P.S.) .

Le P.G.C.S.P.S. prime sur tous les documents du marché en ce qui concerne la sécurité et la protection de la santé des travailleurs sur le chantier.

Les mesures à prendre en matière d'hygiène et de sécurité sur le chantier doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

L'Entrepreneur du lot INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE doit assurer toutes les protections provisoires de chantier telles que bouchements de trémies, de regards et trappes d'accès, garde-corps de protection, etc... Il en assure l'entretien. Chaque Entrepreneur, en ce qui le concerne et sous sa responsabilité doit en assurer la remise en place après déplacement par son personnel.

Chaque Entrepreneur doit communiquer, en ce qui le concerne, le P.P.S.P.S. qu'il compte appliquer, suivant les dispositions du décret du 26/12/94 et doit en communiquer un exemplaire au Coordonnateur SPS, à l'OPC, à chacun des Entrepreneurs intervenant sur le chantier ainsi qu'au Maître d'œuvre, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

Prescriptions particulières :

- Chaque Entrepreneur, pour ce qui le concerne, est tenu de prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène et la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur et tous règlements de police, de voirie ou autres.
- Il doit notamment fournir son plan P.P.S.P.S. et participer, le cas échéant, au Collège interentreprises de sécurité, de santé et de conditions de travail (C.I.S.S.C.T.).
- L'Entrepreneur doit vérifier la conformité et procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel qu'il utilise sur le chantier : échafaudages, garde-corps et/ou filets, engins de levage, installations électriques, etc...
- Sous sa responsabilité, il charge de ces vérifications une personne ou un organisme agréé. Il communique les procès-verbaux au S.P.S.
- L'Entrepreneur s'engage à donner à son personnel et à ceux de ses sous-traitants les consignes voulues concernant l'hygiène et la sécurité, tant en ce qui concerne le chantier lui-même, qu'en ce qui concerne les incidences sur l'extérieur de celui-ci.
- L'Entrepreneur est responsable du respect de ces consignes.

00.6 20 Responsabilité vis-à-vis des ouvriers et des tiers

- Chaque Entrepreneur, pour ce qui le concerne, doit exercer une surveillance continue sur le chantier et ses abords, afin d'éviter tous accidents aux ouvriers travaillant sur ledit chantier, à quel que corps d'état qu'ils soient rattachés ainsi qu'aux personnes employées à titre quelconque sur le chantier et à celles qui seraient étrangères à celui-ci.
- Chaque Entrepreneur s'engage à garantir le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre contre tout recours qui pourrait être exercé contre eux, du fait de l'inobservation par lui ou l'un de ses employés de l'une quelconque de ses obligations.
- Discipline : Lorsque le personnel de l'Entrepreneur a à circuler à l'intérieur des locaux, cours et bâtiment(s) déjà utilisés par le Maître d'Ouvrage, il doit se conformer à tous les règlements et mesures de discipline imposés au personnel du Maître d'Ouvrage et aux dispositions spéciales imposées aux personnes étrangères qui seront communiqués à l'Entrepreneur : port de badge obligatoire, tenue propre, etc...
- L'Entrepreneur est responsable de la propreté de son chantier, des abords, des installations utilisées par son personnel, etc...

Il doit donc assurer les rangements et les nettoyages nécessaires et se charger de l'évacuation des débris correspondants hors de l'emprise générale du chantier, ceci sans créer de tas ou stocks intermédiaires.

En cas de carence, le Maître d'œuvre fait exécuter d'office ces travaux et en déduit les frais sur les sommes dues à l'Entrepreneur.

Les dispositifs de sécurité communs à tous les intervenants sur le chantier et des abords, détruits par le personnel de l'Entrepreneur, sont rétablis à ses frais.

- L'Entrepreneur a la garde de son chantier. Sauf dispositions contraires, il doit supporter la charge de tous dommages, dégâts ou détournements comme indiqué dans les articles traitant de la protection des ouvrages.
- L'Entrepreneur est responsable et doit réparation à ses frais des dégâts et dommages de toute nature pouvant être causés au Maître d'Ouvrage ou à des tiers, du fait de son personnel.
- L'Entrepreneur en ce qui le concerne, doit prendre toutes dispositions pour ne pas gêner le personnel du Maître de l'Ouvrage, tant par la présence de son personnel que par l'exécution de ses travaux (matériels, circulation des ouvriers dans les services, bruits, contacts avec le personnel sécurité, vols dans l'établissement, etc...).

00.6 21 Sujétions d'environnement géographique et urbain

Une attention toute particulière devra être portée sur l'organisation générale du chantier.

Des dispositions devront notamment être prises sur le niveau sonore des engins et outils utilisés, les jours et heures de livraison du matériel ainsi que pour la clôture parfaite des limites de chantier.

Certains travaux bruyants ou pouvant être dangereux pour le voisinage (marteaux piqueurs, compresseurs, démolitions, etc...) pourront n'être possibles que certains jours ou à certains heures que le maître d'oeuvre se réservera le droit d'imposer (y compris en dehors des heures de travail du Maître d'Ouvrage, nuits et week end compris).

Toutes dispositions devront être prises pour interdire l'accès du chantier aux personnes non autorisées. Le transport et le coltinage des matériels de grandes dimensions ou d'une manutention difficile devront faire l'objet d'un préavis auprès du maître d'oeuvre et des services techniques du maître d'ouvrage afin que toutes dispositions soient préalablement prises pour éviter les désordres et les incidents.

Les entreprises devront prévoir les prestations nécessaires au maintien en l'état des ouvrages existants sur le site.

00.6 22 **Contrôles et réception des travaux**

Ils sont conformes à la réglementation en vigueur et au C.C.A.G. (**Marché Public**).

Le Maître d'Ouvrage procède à la visite de réception, assisté du Maître d'Oeuvre, en présence des Entrepreneurs.

Lorsque le procès-verbal de réception fait état de réserves motivées par des omissions ou des imperfections, il indique les travaux correspondants à exécuter et en fixe le délai. Passé ce délai, le Maître d'Ouvrage fait exécuter ces travaux aux frais de l'Entrepreneur défaillant. Ces frais seront retenus sur les sommes encore dues à l'Entrepreneur.

L'Entrepreneur doit, par lettre recommandée, demander la levée des réserves.

00.7 COORDINATION - DELAIS D'EXECUTION**00.7 1 Généralités**

La coordination entre les Entrepreneurs séparés est assurée par le Maître d'oeuvre et l'O.P.C conformément au C.C.A.P.

Chaque Entrepreneur doit toutes prestations pour faciliter la coordination de l'ensemble des travaux exécutés par les différents corps d'état, et apporter toute aide à la mission que doit exercer le Maître d'oeuvre et l'O.P.C.

Chaque Entrepreneur doit prendre connaissance de l'ensemble du projet en vue de se renseigner sur la répercussion des travaux des autres corps d'état.

Chaque Entrepreneur doit se tenir au courant de l'ensemble des travaux, s'entendre avec les autres sur ce qu'ils ont de commun, reconnaître par avance tout ce qui intéresse leur exécution, leur fourniture, donner les indications nécessaires à l'exécution de ses propres travaux, s'assurer qu'elles sont suivies et en cas de contestation, en référer au Maître d'oeuvre.

Chaque Entrepreneur devra prendre sous sa responsabilité, et à ses frais, toutes les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradations aux matériaux ou ouvrages des autres corps d'état, en cours, achevés ou non réceptionnés. Il sera également responsable de tous dégâts ou détournements commis par ses préposés, tant dans le chantier où les travaux sont exécutés que dans le(s) bâtiment(s) voisin(s) (ou) niveaux et locaux contigus.

00.7 2 Coordination

L'Entrepreneur doit prévoir dans son étude toutes sujétions d'exécution entraînées en cours de réalisation par l'incorporation des éléments des différents corps d'état, étant entendu que ces sujétions sont incluses dans le prix et dans le délai imposé.

Il s'engage à fournir tous les éléments nécessaires à l'établissement et à l'exploitation du planning général.

00.7 3 Délais d'exécution

Conforme au C.C.A.P., à l'Acte d'Engagement et au planning prévisionnel joint au dossier de consultation.

Compte tenu du délai prévu pour cette opération, il est précisé aux Entreprises qu'elles doivent intervenir dans le cadre du projet de planning joint, qui sera mis au point en détail après notification des marchés.

Il en résulte que chacune d'elles doit intervenir simultanément sur plusieurs postes de travaux avec le maximum possible de personnel afin de superposer les délais partiels et non de les juxtaposer. De même les fabrications en atelier et usine doivent commencer au plus tôt afin d'assurer les travaux sur chantier également au plus tôt.

Le fait de répondre à cette consultation implique donc un accord a priori des Entreprises sur ces dispositions et sur le fait que, par ailleurs, aucune interruption ou ralentissement d'activités ne pourra être accepté pour quelle que cause que ce soit y compris pour cause de congés.

Ainsi les études de synthèse et de P.E.O. et fabrications en atelier et usine doivent être réalisées dans les délais prévus.

De plus, les interventions sur le chantier sont donc définies en fonction des capacités d'accueil des corps d'état sur les lieux et non en fonction des possibilités des Entreprises, qui doivent, à tout moment, être conformes à la demande du chantier. Ceci implique, ce qui a déjà été dit mais mérite d'être répété, qu'aucune interruption de chantier, ni ralentissement ne peut être admis pour quelle que raison que ce soit.

A cet effet, les Entreprises doivent s'assurer par elles-mêmes, ou par l'assistance d'Entreprises conjointes, agréées par le Maître d'Ouvrage, de cette possibilité d'assurer la présence d'un personnel permanent, compétent et qualifié nécessaire sur le chantier : travail en poste de deux ou trois fois huit heures par jour et travail de nuit si nécessaire.

00.8 RESERVATIONS - TROUS ET PERCEMENTS

00.8 1 Plans de réservations - Trous et percements

Il est signalé que seulement les réservations et les trous à réaliser les plus importants ont été reportés sur les plans "Structure", les plans "Architecte" et ou les plans des lots techniques du D.C.E., sans que ceux-ci soient limitatifs et sans que cela dispense l'Entreprise d'assurer sa propre coordination auprès des autres lots, de reporter les réservations nécessaires et de réaliser, au titre de son forfait, toutes les réservations et les trous nécessaires à la réalisation du projet T.C.E.

Dans un délai de 30 jours calendaires, après notification du marché à l'Entreprise, celle-ci doit fournir les plans comportant l'indication des réservations, des trous, des percements, des trémies, des passages de canalisations et réseaux, des scellements, des feuillures, des décaissés, des saignées, des tranchées, des pentes et autres, etc..., à effectuer dans les ouvrages en maçonnerie, en béton armé, en pierres et autres, etc..., ainsi qu'une liste complète des ouvrages à incorporer. La responsabilité du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre ne pourra être engagée en cas de fourniture tardive par une entreprise des réservations au lot INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE.

Chaque Entreprise doit tenir compte, dans son prix forfaitaire, de l'exécution de l'ensemble des trous, percements, réservations et bouchements apportés par les études d'exécution tous corps d'état et ne peut arguer de travaux supplémentaires.

Chaque Entrepreneur doit effectuer à ses frais les tranchées, trous, percements, nécessaires à la réalisation de ses ouvrages, sauf dans les cas suivants :

- Dans le cas où des plans de réservations ont été remis durant la période de préparation (ou aux dates fixées pour la remise des études techniques).
- Dans le cas où des dispositions contraires seraient portées au C.C.T.P.

De plus dans le cas où les travaux ou réservations n'auraient pu être effectués en temps voulu en raison du retard d'une entreprise, ceux-ci seraient exécutés aux frais de l'entreprise défaillante.

De même, si un Entrepreneur doit effectuer des tranchées, trous, percements, dus au titre du marché d'une autre entreprise, ceux-ci seront exécutés aux frais de l'entreprise défaillante.

Les tranchées, trous, percements, intéressant des parties d'ouvrages en maçonnerie, en béton armé, précontraint ou de charpente métallique, devront être exécutés obligatoirement par les Entrepreneurs responsables des travaux de maçonnerie, de béton armé, précontraint ou de charpente métallique, sauf stipulations contraires dans le C.C.T.P. Les frais consécutifs à ces travaux seront réglés conformément aux prescriptions ci-avant.

00.8 2 Réservations - Incorporations

1 - Obligations de l'entreprise de INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE :

L'Entrepreneur du lot INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE, doit exécuter dans les ouvrages porteurs en béton (armé ou non) et/ou en maçonneries de toutes natures, les travaux accessoires suivants :

- Mise en place d'huissierie, bâtis ou précadres.
- Incorporation de platines et tous inserts.
- Mise en place de gabarits.
- Réservations au moyen de fourreaux fibrociment, PVC, acier ou coffrage bois, y compris débouchage de ces réservations.
- Les décaissés dans les radiers, dallages, planchers, dalles.
- La réalisation de pentes au coulage.
- Le débouchage des trémies et réservations qu'il a réalisées y compris nettoyages et enlèvements des gravois (polystyrène et autres) aux décharges publiques sélectives.

2 - Obligations des autres corps d'état :

Chaque Corps d'État, en ce qui le concerne, doit assurer en temps utile et à ses frais :

- Le transport à pied d'œuvre des gabarits et ouvrages à incorporer, quelque soit la distance.
- La mise en place des pieuvres et canalisations à incorporer.
- Le traçage et le calage des ouvrages à incorporer.
- La présence du personnel pour mise en place des canalisations et ouvrages à incorporer sans ralentir les travaux du lot INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE.
- La présence du personnel assurant l'assistance technique lors de l'incorporation.

00.8 3 Passages des gaines - canalisations et réseaux

1 - Dans les ouvrages en béton (armé ou non), en maçonneries de briques, maçonneries d'agglomérés creux, pleins, à bancher, etc..., créés :

L'Entrepreneur de INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE doit, dans tous les ouvrages en béton (armé ou non), en maçonneries de briques, en maçonneries d'agglomérés creux, pleins, à bancher, etc..., créés, les réservations des trous, trémies, feuillures et saignées nécessaires à l'installation des ouvrages des autres corps d'état, pour autant que ceux-ci lui notifient leurs emplacements et encombrements en temps utile sur des plans détaillés et approuvés par le Maître d'œuvre. Il est entendu que les Entrepreneurs des autres corps d'état doivent se tenir personnellement au courant de l'avancement des études, de la synthèse et des plans d'exécution.

Si ces renseignements parviennent trop tard, les Entrepreneurs responsables doivent faire exécuter ces travaux par le lot INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE à leurs frais et sous leur propre responsabilité pour toutes conséquences T.C.E. pouvant survenir du fait de leur retard, dans la bonne marche des travaux.

De plus l'Entrepreneur du lot INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE doit le débouchage des trémies et des réservations qu'il a réalisées y compris nettoyages et enlèvements des gravois (polystyrène et autres) aux décharges publiques sélectives.

2 - Dans les ouvrages en béton (armé ou non), en maçonneries de briques, maçonneries d'agglomérés creux, pleins, à bancher, etc..., existants :

L'Entreprise de INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE doit dans tous les ouvrages en béton (armé ou non), en maçonneries de briques, en maçonneries d'agglomérés creux, pleins, à bancher, etc..., existants, l'exécution de tous les trous, percements, trémies, feuillures et saignées, de toutes épaisseurs, pour des diamètres supérieurs à 100 mm ou de sections supérieures à 100 x 100 mm, y compris toutes sujétions de réalisation de chevêtres, linteaux, renforcements, etc..., qui sont nécessaires (dont l'exécution éventuel au diamant pour éviter le bruit et/ou pour éviter de détériorer l'ouvrage existant dont principalement la finition conservée).

Les trous, percements trémies, feuillures et saignées, de toutes épaisseurs, de diamètres inférieurs ou égaux à 100 mm ou de sections inférieures ou égales à 100 x 100 mm sont à la charge des corps d'état concernés. La section ou le diamètre des trous et percements à exécuter, devra être adapté aux passages des équipements techniques (gaines, canalisations, réseaux, chemins de câbles, etc...). Toutes les augmentations volontaires des sections ou diamètres des trous et percements, seront arbitrées par le Maître d'œuvre.

Chaque corps d'état, en ce qui le concerne, doit la fourniture et la mise en place de fourreaux en matériaux résilients dans chaque traversée d'ouvrages en béton (armé ou non), en maçonneries de briques, en maçonneries d'agglomérés creux, pleins, à bancher, etc... Il doit s'assurer que ceux-ci sont bien en place et reste seul responsable en cas d'oubli ou de mise en place non conforme. Il supporte alors tous frais de remise en état.

3 - Dans les ouvrages et revêtements en pierres (pierres massives, parements en pierres, etc...) créés :

L'Entrepreneur qui est chargé de la réalisation des ouvrages et revêtements en pierres doit, dans tous les ouvrages et revêtements en pierres (pierres massives, parements en pierres, etc...), créés, les réservations des trous, trémies, feuillures et saignées nécessaires à l'installation des ouvrages des autres corps d'état, pour autant que ceux-ci lui notifient leurs emplacements et encombrements en temps utile sur des plans détaillés et approuvés par le Maître d'œuvre. Il est entendu que les Entrepreneurs des autres corps d'état doivent se tenir personnellement au courant de l'avancement des études, de la synthèse et des plans d'exécution.

Si ces renseignements parviennent trop tard, les Entrepreneurs responsables doivent faire exécuter ces travaux par l'Entrepreneur qui est chargé de la réalisation des ouvrages et revêtements en pierres, à leurs frais et sous leur propre responsabilité pour toutes conséquences T.C.E. pouvant survenir du fait de leur retard, dans la bonne marche des travaux.

De plus l'Entrepreneur qui est chargé de la réalisation des ouvrages et revêtements en pierres doit le débouchage des trémies et des réservations qu'il a réalisées y compris nettoyages et enlèvements des gravais (polystyrène et autres) aux décharges publiques sélectives.

4 - Dans les ouvrages et revêtements en pierres (pierres massives, parements en pierres, etc...) existants :

L'Entreprise qui est chargé de la réalisation des ouvrages et revêtements en pierres doit, dans tous les ouvrages et revêtements en pierres (pierres massives, parements en pierres, etc...), existants, l'exécution de tous les trous, percements, trémies, feuillures et saignées, de toutes épaisseurs, pour des diamètres supérieurs à 100 mm ou de sections supérieures à 100 x 100 mm, y compris toutes sujétions de réalisation de chevêtres, linteaux, renforcements, etc..., qui sont nécessaires (dont l'exécution éventuel au diamant pour éviter le bruit et/ou pour éviter de détériorer l'ouvrage existant dont principalement la finition conservée).

Les trous, percements trémies, feuillures et saignées, de toutes épaisseurs, de diamètres inférieurs ou égaux à 100 mm ou de sections inférieures ou égales à 100 x 100 mm sont à la charge des corps d'état concernés. La section ou le diamètre des trous et percements à exécuter, devra être adapté aux passages des équipements techniques (gaines, canalisations, réseaux, chemins de câbles, etc...). Toutes les augmentations volontaires des sections ou diamètres des trous et percements, seront arbitrées par le Maître d'œuvre.

Dans le cas où il n'y ait pas de lot spécifique chargé de la réalisation des ouvrages et revêtements en pierres de désigné, c'est l'entreprise du lot INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE qui est chargée de l'exécution de tous les trous, percements, trémies, feuillures et saignées, de toutes épaisseurs, pour des diamètres supérieurs à 100 mm ou de sections supérieures à 100 x 100 mm, y compris toutes sujétions de réalisation de chevêtres, linteaux, renforcements, etc..., qui sont nécessaires (dont l'exécution éventuel au diamant pour éviter le bruit et/ou pour éviter de détériorer l'ouvrage existant dont principalement la finition conservée).

Les trous, percements trémies, feuillures et saignées, de toutes épaisseurs, de diamètres inférieurs ou égaux à 100 mm ou de sections inférieures ou égales à 100 x 100 mm sont à la charge des corps d'état concernés. La section ou le diamètre des trous et percements à exécuter, devra être adapté aux passages des équipements techniques (gaines, canalisations, réseaux, chemins de câbles, etc...). Toutes les augmentations volontaires des sections ou diamètres des trous et percements, seront arbitrées par le Maître d'œuvre.

Chaque corps d'état, en ce qui le concerne, doit la fourniture et la mise en place de fourreaux en matériaux résilients dans chaque traversée d'ouvrages en pierres. Il doit s'assurer que ceux-ci sont bien en place et reste seul responsable en cas d'oubli ou de mise en place non conforme. Il supporte alors tous frais de remise en état.

5 - Dans les ouvrages en plâtre créés ou existants :

Les trous, percements, trémies, saignées et feuillures, de toutes épaisseurs, de tous diamètres ou de toutes sections, dans les ouvrages en plâtre sont exécutés par chacun des corps d'état intéressés, par tous moyens modernes appropriés de façon à éviter toute détérioration des ouvrages en place.

Chaque corps d'état, en ce qui le concerne, doit de plus :

La fourniture et la mise en place de fourreaux en matériaux résilients dans chaque traversée des ouvrages en plâtre. Il doit s'assurer que ceux-ci sont bien en place et reste seul responsable en cas d'oubli ou de mise en place non conforme. Il supporte alors tous frais de remise en état.

6 - Dans les revêtements spéciaux (revêtements en façades du type bardage/brique, carreaux de faïences/grès émaillé, pâte de verre, planchers bois, etc...), créés ou existants :

L'Entreprise qui est chargé de la réalisation des revêtements spéciaux doit, dans tous les ouvrages et revêtements spéciaux (revêtements en façades du type bardage/brique, carreaux de faïences/grès émaillé, pâte de verre, etc...), créés ou existants, l'exécution de tous les trous, percements, trémies, feuillures et saignées, de toutes épaisseurs, de tous diamètres ou de toutes sections.

Dans le cas où il n'y ait pas de lot spécifique chargé de la réalisation des revêtements spéciaux de désigné, chaque corps d'état concerné devra l'exécution de tous les trous, percements, trémies, feuillures et saignées, de toutes épaisseurs, de tous diamètres ou de toutes sections.

Chaque corps d'état, en ce qui le concerne, doit la fourniture et la mise en place de fourreaux en matériaux résilients dans chaque traversée des revêtements spéciaux. Il doit s'assurer que ceux-ci sont bien en place et reste seul responsable en cas d'oubli ou de mise en place non conforme. Il supporte alors tous frais de remise en état.

00.8 4 **Autres sujétions**

La fixation aux dalles précontraintes réalisée au droit des alvéoles et tout percement au droit des torons sont interdits.

L'emploi de pistolet à scellement ou tout autre dispositif susceptible de faire éclater le béton est interdit.

En aucun cas les saignées, percements et autres ne doivent diminuer la performance des revêtements assurant une isolation thermique, phonique ou coupe-feu.

00.9 SCELLEMENTS - BOUCHEMENTS - REBOUCHAGES - CALFEUTREMENTS - RACCORDS**00.9 1 Scelllements**Rappel de définition :

Scelllements : Fixation définitive d'un élément quelconque à la place définitive qu'il doit occuper dans un trou traversant, une cavité, une feuillure, une tranchée, etc...

L'entrepreneur du lot INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE réalise les scelllements dans les murs en béton ou maçonneries (compris façades), radiers, dallages, dalles, planchers, portiques, toitures et autres éléments d'ossatures en béton (armé ou non) ou en maçonneries de briques, en maçonneries d'agglomérés creux, pleins, à bancher, etc..., créés ou existants, intérieurs ou extérieurs y compris en façades tous niveaux y compris en combles et en toitures terrasses, pour tous les corps d'état concernés.

Il doit également les raccords d'enduit en ménageant l'épaisseur nécessaire pour le revêtement de finition.

Chaque Entrepreneur réalise ses propres scelllements, dans toute autre nature de matériau d'ouvrage créé ou existant. Il doit également les raccords d'enduit en ménageant l'épaisseur nécessaire pour le revêtement de finition.

Dans le cas où ils sont à réaliser dans des revêtements spéciaux, les scelllements sont réalisés avec le plus grand soin.

00.9 2 Bouchements - Rebouchages

L'entrepreneur du lot INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE réalise les bouchements et rebouchages, y compris les raccords d'enduit dans les murs (compris façades), radiers, dallages, planchers, dalles et autres éléments d'ossatures en béton (armé ou non) ou en maçonneries de briques, en maçonneries d'agglomérés creux, pleins, à bancher, etc..., créés ou existants, pour tous les corps d'état concernés.

Il doit également les raccords d'enduit en ménageant l'épaisseur nécessaire pour le revêtement de finition.

Chaque Entrepreneur, réalise ses propres bouchements et rebouchages, dans toute autre nature de matériau d'ouvrage créé. Il doit également les raccords d'enduit en ménageant l'épaisseur nécessaire pour le revêtement de finition.

Avant d'effectuer les bouchements et rebouchages, l'Entrepreneur doit s'assurer que toutes les gaines et canalisations sont bien en place. Les parements, après bouchements et rebouchages, doivent être obligatoirement identiques à ceux des parties contiguës.

Toute réservation surdimensionnée et/ou faiblement utilisée (inf. à 30%), volontairement ou non, sera rebouchée par le lot INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE, à la charge de l'entreprise ayant demandé la réservation.

1 - Dans les ouvrages en plâtre, créés ou existants (ou) déjà créés :

Les rebouchages dans les ouvrages en plâtre sont exécutés dans le même matériau que l'ouvrage créé ou existant (ou) déjà créé, par le lot CLOISON - DOUBLAGE - FAUX-PLAFOND - MENUISERIE INTERIEURE - SERRURERIE. Le parement obtenu doit être de même qualité et aspect que celui de l'ouvrage environnant. L'entrepreneur réalise également les raccords d'enduit.

2 - Dans les revêtements spéciaux (carreaux de faïences/grès émaillé, etc...) créés ou existants (ou) déjà créés :

Les bouchements et raccords dans les revêtements spéciaux créés ou existants (ou) déjà créés, sont à la charge de chaque entrepreneur concerné.

Toutefois, si le Maître d'OEuvre les juge défectueux, ils sont dégradés et refaits par l'Entrepreneur ayant exécuté les revêtements spéciaux considérés et ce, aux frais de l'Entrepreneur défaillant. L'entrepreneur réalise également les raccords d'enduit.

Dans le cas où ils sont à réaliser dans des revêtements spéciaux, les bouchements et rebouchages sont réalisés avec le plus grand soin.

3 - Dans les autres matériaux créés ou existants (ou) déjà créés :

Chaque Entrepreneur, réalise ses propres bouchements et rebouchages, dans toutes autres natures de matériaux d'ouvrages créés ou existants (ou) déjà créés. Il doit également les raccords d'enduit en ménageant l'épaisseur nécessaire pour le revêtement de finition.

Avant d'effectuer les bouchements et rebouchages, l'Entrepreneur doit s'assurer que toutes les gaines et canalisations sont bien en place. Les parements, après bouchements et rebouchages, doivent être obligatoirement identiques à ceux des parties contiguës.

4 - Obligations à tous les Corps d'État :

L'emploi de polystyrène, bouchons de papier, matériaux de nature différente à celle de la paroi de support est strictement interdit.

Avant bouchement, les parois d'accrochage sont soigneusement piquetées et expurgées de toute matière étrangère.

00.9 3 CalfeutrementsRappel de définition :

Calfeutrements : remplissage au mortier (adapté au support) autour d'un élément (tel que canalisations ou son fourreau, chemin de câble, etc...) déjà scellé ou fixé et traversant une paroi (mur et plancher).

L'entrepreneur du lot INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE réalise les calfeutrements dans les murs (compris façades), radiers, dallages, planchers, dalles et autres éléments d'ossatures en béton (armé ou non), ou en maçonneries de briques, en maçonneries d'agglomérés creux, pleins, à bancher, etc..., créés ou existants, pour tous les corps d'état concernés. Il doit également les raccords d'enduit en ménageant l'épaisseur nécessaire pour le revêtement de finition.

Chaque Entrepreneur réalise ses propres calfeutrements dans toute autre nature de matériau d'ouvrage créé ou existant. Dans le cas où ils sont à réaliser dans des revêtements spéciaux, les calfeutrements sont réalisés avec le plus grand soin.

00.9 4 Raccords - Finitions

Les raccords après scelllements, bouchements et calfeutrements doivent assurer une finition irréprochable, faute de quoi le Maître d'œuvre les fait reprendre par l'Entrepreneur du lot INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE aux frais de l'Entrepreneur qui les a mal

exécutés.

Les raccords et finitions sont exécutés :

- Par l'Entrepreneur de INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE dans tous les ouvrages de béton (armé ou non), ou en maçonneries de briques, en maçonneries d'agglomérés creux, pleins, à bancher, etc..., créés ou existants (**ou**) déjà créés.
- Par l'Entrepreneur chargé de la plâtrerie dans tous les ouvrages en plâtre, créés ou existants (**ou**) déjà créés.
- Par les Entrepreneurs chargés des revêtements spéciaux dans tous les revêtements spéciaux, créés ou existants (**ou**) déjà créés ou par chaque lot concerné, s'il n'y a pas de lots chargés des revêtements spéciaux de désignés.

00.9 5 Isolation

Chaque Entrepreneur exécutant est responsable de la reconstitution de l'isolement acoustique et du degré pare flammes ou coupe-feu requis.

00.9 6 Réception des supports - Tolérances d'exécution

Au titre des différents CCTP, peuvent être précisés les états de surface (en référence aux DTU notamment) et les niveaux d'arase des supports établis par tel lot pour l'exécution des prestations de tel lot. Ces renseignements sont indicatifs et ne sont opposables ni à la Maîtrise d'Ouvrage, ni à la Maîtrise d'Œuvre. Il importe pour chaque Entrepreneur de préciser, puis de s'assurer, au titre de la coordination générale de chantier et en préalable à l'exécution des travaux, de la compatibilité des supports, tant en état de surface qu'en arase, eu égard aux prestations que ces supports doivent recevoir.

Les tolérances d'exécution, définies par les règles de l'art ou mentionnées dans les documents techniques, ou le devis descriptif de chaque lot, concernent l'aspect final de l'ouvrage exécuté par le lot considéré. Les sujétions entraînées par la différence des valeurs de tolérance entre deux corps d'état sont à la charge de l'Entrepreneur intervenant en second dans l'ordre chronologique d'exécution des travaux.

En conséquence, il appartient à chaque Entrepreneur concerné de se préoccuper de la valeur des tolérances d'exécution imposées pour les ouvrages sur lesquels il intervient, et de prendre à sa charge les travaux inhérents à la différence des valeurs de tolérance.

Si un ouvrage exécuté sort des tolérances imposées, le Maître d'Œuvre se réserve le droit, soit de faire reprendre par l'Entrepreneur incriminé, soit de faire supporter à celui-ci les frais supplémentaires que cette mauvaise exécution entraîne pour les autres Entreprises.

00.10 NETTOYAGE DU CHANTIER**00.10 1 Nettoyage en cours du chantier****1 - Déblais de terrassements et de démolitions :**

Chaque Entrepreneur procède à ses frais à l'enlèvement et au transport aux décharges publiques sélectives des déblais en excédent résultant de l'exécution de ses travaux.

2 - Gravois de structure et déchets :

Sauf dispositions expresses différentes, chaque Entrepreneur se charge à ses frais de l'évacuation de ses gravois et déchets jusqu'aux lieux de stockage prévus à cet effet par le titulaire du lot INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE, en accord avec le Maître d'œuvre.

Chaque Entrepreneur doit le tri sélectif en fonction de la décharge agréée et doit le chargement dans les bennes et/ou camions prévus.

L'enlèvement des gravois et déchets ainsi que leur transport aux décharges publiques sélectives et leurs frais de décharges sont effectués par l'Entrepreneur désigné par le Comité de contrôle ou à défaut par l'Entrepreneur de INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE. Les dépenses afférentes sont supportées par le lot INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE, y compris les protections très efficaces des sols et murs environnant au droit des bennes.

3 - Emballages :

Leur évacuation à l'extérieur du chantier y compris droits de décharge sélective ou brûlage (hors site) est à la charge du destinataire des matériaux et matériels emballés.

4 - Nettoyage et remise en état :

a - Il n'est pas décompté de prorata au titre du nettoyage du chantier excepté en cas de carence d'Entreprise (voir paragraphe ci après).

b - Chaque Entrepreneur doit effectuer ses nettoyages au fur et à mesure de l'avancement de ses travaux et au minimum deux fois par semaine. Aucun gravois ne doit être projeté par les fenêtres ou trémies diverses.

c - Chaque Entrepreneur, après chaque intervention en un lieu donné, doit laisser l'emplacement propre et libre de tous déchets. Il doit également le nettoyage, la réparation et la remise en état des installations qu'il a salies et/ou détériorées. L'Entrepreneur qui lui succède est en droit d'exiger cet état de propreté avant d'entreprendre ses travaux.

d - Chaque Entrepreneur aura la charge de procéder au nettoyage de ses propres ouvrages sauf si les documents du marché attribuent le nettoyage de fin de chantier à un lot déterminé. De plus en cours d'exécution, le matériel et les matériaux sans emploi doivent être enlevés du chantier par l'Entreprise propriétaire desdits matériels ou matériaux. Un nettoyage quotidien est fait, suivant demande du Maître d'œuvre et/ou de l'O.P.C. après finition de travaux dans une zone ou un local. Les évacuations sont faites dans les mêmes conditions que décrites ci-dessus.

La propreté du chantier qui EST L'AFFAIRE DE TOUS, DANS L'INTÉRÊT DE TOUS, doit être maintenue de façon constante. Le Maître d'œuvre et/ou l'O.P.C. se réserve le droit, en cas de non exécution de cette prescription, de faire effectuer sans préavis les nettoyages correspondants autant de fois qu'il est nécessaire par les Corps d'État incriminés. Si ceux-ci ne peuvent être déterminés avec certitude, le Maître d'œuvre et/ou l'O.P.C. charge l'Entrepreneur de INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE ou une entreprise de nettoyage spécialisée de son choix, d'effectuer ces nettoyages et les frais correspondants sont imputés soit au compte prorata, soit à chaque entreprise en cours d'intervention sur le chantier (compte interentreprises) au prorata du total des travaux faisant l'objet du présent marché. La répartition de ces frais, établie par le Maître d'œuvre ou par l'O.P.C. est sans appel et est consignée au compte rendu de chantier.

NOTA IMPORTANT : Tout feu est interdit sur le site.

L'Entrepreneur titulaire du lot INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE a la charge, à ses propres frais, des dispositifs d'évacuation, de stockage et d'enlèvement des déblais et gravois de tous les Corps d'État et de leur transport aux décharges publiques y compris les droits de décharges. Ces dispositifs comprennent, entre autres, en nombre suffisant :

- Les bennes en pied de bâtiment avec toutes protections efficaces contre la poussière au droit de chaque goulotte : nombre de bennes selon le tri sélectif.
- Les goulottes d'évacuation avec descente à chaque niveau : une goulotte minimum par cage d'escalier.

00.10 2 Nettoyage/Nettoisement et remise en état du chantier

Le nettoyage et la remise en état du chantier sont faits par l'Entrepreneur dès l'achèvement des travaux de son lot. De plus, il enlève du chantier et de toute la propriété du Maître d'Ouvrage, tous matériels, installations du chantier, matériaux, décombres et déchets y compris ceux enterrés (dont les fondations des matériels et d'installations de chantier, les canalisations provisoires, etc...).

Le chantier et ses abords doivent être rendus en parfait état de propreté et de nivellement lors de l'achèvement des travaux et de leur réception.

00.10 3 Nettoyage de réception

Les descriptions de ces nettoyages sont prévues aux lots :

- INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE pour les abords extérieurs immédiats du(es) bâtiment(s), les zones techniques et les toitures terrasses et tous déchets liés au gros œuvre.
- PEINTURE pour l'ensemble des locaux intérieurs et façades.

00.11 NETTOYAGE AVANT RECEPTION**00.11 1 Observation**

Les travaux définis au présent chapitre sont entièrement à la charge du lot PEINTURE, mais exécutés obligatoirement par une entreprise spécialisée agréée du Maître d'Oeuvre, ils sont effectués une fois les travaux de tous les corps d'état terminés et avant la Réception.

L'Entrepreneur de ce lot doit réaliser juste avant la réception, le nettoyage complet de tout le mobilier, de tous les ouvrages y compris les ouvrages existants conservés.

La description des prestations est détaillée dans le C.C.T.P. du lot PEINTURE.

00.11 2 Limites des prestations

Ne font pas partie du marché de l'Entrepreneur du lot PEINTURE :

- L'enlèvement des gravois, sacs, emballages, débris, etc..., prévus au chapitre précédent.
- Le nettoyage des abords des bâtiments et les toitures terrasses, qui sont prévus à la charge de l'Entrepreneur du lot INSTALLATION DE CHANTIER
- DEMOLITION - GROS OEUVRE.

00.11 3 Provenance et qualité des matériaux

L'Entrepreneur du lot PEINTURE doit remettre au Maître d'œuvre, avant toute intervention, toutes les fiches techniques ou agréments justifiant les qualités et provenance des matériaux et produits utilisés pour les nettoyages.

L'acceptation par le Maître d'œuvre de cette fourniture ne peut avoir pour effet de diminuer la responsabilité de l'Entrepreneur du lot PEINTURE.

00.11 4 Matériel utilisé

Le matériel utilisé est de qualité supérieure et spécifiquement appropriée au type de nettoyage à effectuer. Il ne doit en aucun cas, pouvoir dégrader des éléments ou portions d'éléments mis en œuvre dans l'ensemble du(es) bâtiment(s).

Par conséquent, aucune trace de rayures, épaufrures, altérations, bris, ou autres dégradations ne pourront être tolérés.

Les conseils et consignes de nettoyage et entretien émanant des fabricants, des matériaux et matériels, mis en place devront être respectés.

L'Entrepreneur du lot PEINTURE est tenu de faire constater avant son intervention tous les défauts et anomalies, faute par lui d'avoir procédé ainsi, toutes réfections devant être exécutées après son passage, sont à sa charge.

L'Entrepreneur stocke son matériel, ses matériaux et ingrédients dans un local entièrement clos. Il demeure entièrement responsable de l'ensemble de ses fournitures et matériels durant toute la durée du chantier.

00.11 5 Moyens à mettre en oeuvre

Les travaux à effectuer comprennent la fourniture de tout le matériel, les ingrédients, les matériaux, le transport à pied d'œuvre, le stockage, les protections, le montage, selon les stipulations fixées par le tableau des finitions érigé lors des coordinations d'exécution.

En principe, l'intervention de l'entreprise se situe dans la période de pré-réception des ouvrages, soit approximativement, un à deux mois avant la réception du(es) bâtiment(s) sous réserve de l'accord du Maître d'œuvre.

L'Entrepreneur du lot PEINTURE a pour mission de procéder à un nettoyage ultime des ouvrages et d'en maintenir la propreté jusqu'à la réception :

- Les sols de type plastique sont lavés, nettoyés, sans excès d'eau, puis essuyés.
- Les sols et murs en carrelages ou faïences sont lavés, brossés, nettoyés et lustrés à l'aide de produits du type approprié à la nature du revêtement.
- Les moquettes et tapis sont nettoyés avec des aspirateurs appropriés, y compris élimination de toutes taches non existantes avant les travaux.
- Les peintures sont époussetées, lavées à l'éponge humide puis essuyées. Toutes les taches, salissures, coups ou autres détériorations sont signalées au lot PEINTURE.
- Les appareillages et appareils sanitaires sont nettoyés à partir d'un produit non susceptible d'attaquer l'émail et le chromage : ils sont lustrés avec un produit mettant leurs éclats et aspects en valeur.
- Les vitrages, les glaces émaillées et les miroirs sont nettoyés et lustrés avec un produit en évitant toutes rayures sur chaque face.
- Les éléments en, aluminium, acier inoxydable, etc..., sont nettoyés et lustrés avec un produit approprié.
- Les boiseries vernies ou non, sont époussetées et lustrées au chiffon ou ouate évitant toute rayure.
- Les appareillages électriques, bouches d'aération et menus appareillages, aux sols, aux murs et aux plafonds sont nettoyés et lustrés à sec ou avec un produit.
- Les appareils, appareillages, canalisations gaines et autres extérieurs aux locaux techniques sont époussetés et nettoyés, soit manuellement, soit mécaniquement.

00.11 6 Conditions d'intervention

Selon les données du plan d'avancement des travaux et de la coordination, l'Entrepreneur de PEINTURE intervient dans chacun des locaux après finitions complètes par tous les Entrepreneurs. Un procès-verbal est dressé et fixé d'un commun accord avec les intéressés : Entrepreneurs et Maître d'œuvre.

Les Entrepreneurs des différents lots ont quitté les locaux à nettoyer et ont évacué leurs gravats, emballages, etc...

00.11 7 Fermeture des locaux

L'Entrepreneur ferme les locaux à clés après exécution de sa mission et après chaque fin de travail en fin de journée. Lors du constat des lieux ces clés sont remises au Maître d'œuvre. Elles lui sont remises pour examen ou surveillance périodique en vue de maintenir la propreté des lieux : tous dégâts, détériorations, etc..., pouvant être constatés font l'objet d'un procès-verbal dressé avec le représentant du Maître d'œuvre.

L'entrepreneur du lot INSTALLATION DE CHANTIER - DEMOLITION - GROS OEUVRE est responsable de la fermeture des locaux.

00.12 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER**00.12 1 Représentant de l'entreprise**

Conformément à l'article 3.4 du C.C.A.G. (**Marché Public**), chaque Corps d'état doit mettre à disposition du Maître d'oeuvre un responsable technique assurant tous les rendez-vous de chantier, synthèse, coordination et hygiène - sécurité.

Ces rendez-vous ont lieu, au choix du Maître d'oeuvre, soit sur le chantier soit au siège social du Maître d'oeuvre, soit tous lieux désignés par le Maître d'oeuvre.

Si le représentant de l'entreprise est jugé incompétent par le Maître d'oeuvre celui-ci peut en demander le remplacement pur et simple.

Ce représentant doit être présent durant toutes les réunions et ne peut être libéré que sur accord du Maître d'oeuvre si celui-ci juge que sa présence n'est plus indispensable.

00.12 2 Réunions de chantier

Les rendez-vous de chantier dont le ou les jours et l'heure sont fixés par le Maître d'oeuvre et l'O.P.C., ont lieu au minimum une fois par semaine y compris pendant les périodes de vacances, congés payés, etc... Toutefois pour des impératifs de coordination entre différents lots et/ou de suivi de phase critique, le Maître d'oeuvre peut provoquer plusieurs rendez-vous de chantier dans la même semaine, sans supplément de prix.

Ils ont pour objet d'assurer le contrôle d'exécution, la liaison entre les différents corps d'état, de contrôler le planning d'exécution, de prendre toutes décisions importantes. De ce fait la présence de l'ensemble des représentants des entreprises y compris les sous-traitants est indispensable à chaque réunion et pendant tout son déroulement.

Toute décision prise en l'absence d'un représentant d'entrepreneur ne peut être contestée par celui-ci.

Les décisions prises sur le chantier sont consignées sur un compte rendu.

Si l'entreprise n'a pas fait d'observations écrites par lettre recommandée au Maître d'oeuvre dans les 7 jours calendaires (sept jours), les décisions portées aux comptes rendus de chantier sont sans appel.

00.12 3 Réunions de maîtrise d'ouvrage

Le Maître d'Ouvrage organise à sa convenance des réunions dont la fréquence varie selon l'importance des problèmes à régler et auxquelles peuvent être invités le Maître d'Ouvre et les Entreprises dans les conditions définies à l'article précédent.